



RAPPORT DE GESTION ET ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Au 30 juin 2020 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019

TABLE DES MATIÈRES

- 1 Rapport de gestion
- 31 États financiers consolidés résumés intermédiaires
- 35 Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de Tourmaline et des notes y afférentes au 30 juin 2020 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date et des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion peuvent être consultés sur le site de SEDAR, au www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 29 juillet 2020.

L'information financière contenue aux présentes a été établie en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), qui sont parfois désignées dans le présent rapport de gestion sous le nom de principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») et qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

Certaines mesures financières dont il est fait état dans le présent rapport de gestion ne sont pas conformes aux IFRS. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » pour obtenir de l'information sur les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes utilisées dans le rapport de gestion : « flux de trésorerie », « revenus nets d'exploitation », « fonds de roulement ajusté » et « dette nette ».

D'autres renseignements sur Tourmaline peuvent être consultés au www.sedar.com ou au www.tourmalineoil.com.

Énoncés prospectifs – Certaines informations concernant Tourmaline contenues dans le présent rapport de gestion, notamment l'évaluation par la direction des projets et des activités d'exploitation futurs de la société, renferment des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes connus et inconnus importants. L'utilisation des termes « prévoir », « continuer », « estimer », « s'attendre à », « peut », « pourra », « projeter », « devrait », « être d'avis » et d'expressions similaires signale des énoncés prospectifs. Ces énoncés représentent les projections internes, les prévisions, les estimations ou les points de vue de Tourmaline, en ce qui a trait notamment au montant estimé et au calendrier des dépenses d'investissement ou autres, à la dette, aux charges, à la production, aux flux de trésorerie ou aux produits futurs prévus, de même que les autres attentes, points de vue, projets, objectifs, hypothèses, intentions ou énoncés au sujet d'événements ou de la performance futurs. Ces énoncés ne sont que des prévisions, et les événements ou résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que Tourmaline soit d'avis que les attentes dont il est fait mention dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir les résultats, les niveaux d'activité, la performance ou les réalisations futurs, car ces attentes comportent, en soi, d'importants risques, incertitudes et éventualités d'ordre commercial, économique, concurrentiel, politique et social.

Plus particulièrement, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion renferment des énoncés portant notamment sur les éléments suivants : le volume des réserves de pétrole brut, de condensat, de LGN (liquides de gaz naturel) et de gaz naturel et les produits et flux de trésorerie nets futurs qui en seront tirés; les zones productives possibles; le calendrier des dépenses d'investissement et les fins auxquelles elles seront engagées; les attentes concernant la capacité de la société à réunir des capitaux et à accroître continuellement les réserves grâce à des acquisitions et à des activités de mise en valeur; l'accès aux marchés des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres; les prévisions concernant les cours du marché et les coûts; les caractéristiques de rendement des biens visant le pétrole brut, le condensat, les LGN et le gaz naturel de la société; les niveaux de production et la composition des produits de pétrole brut, de condensat, de LGN et de gaz naturel; les versements de dividende ainsi que le calendrier et le montant connexes; les résultats d'exploitation et les résultats financiers futurs de Tourmaline; les programmes de dépenses d'investissement; l'offre et la demande de pétrole brut, de condensat, de LGN et de gaz naturel; les taux de redevances futurs; les plans de forage, de mise en valeur et de complétion et les résultats en découlant; les terrains dont les droits arriveront à expiration; les sorties et les ententes de coentreprise; le montant des charges d'exploitation, des frais de transport ainsi que des charges générales et administratives; le traitement accordé par les régimes de réglementation gouvernementaux et les lois et les règlements d'ordre fiscal et environnemental; le solde estimé des comptes fiscaux. De plus, les déclarations concernant les « réserves » sont réputées constituer des énoncés prospectifs, car elles se fondent sur une évaluation implicite, qui se base sur certaines estimations et hypothèses, selon laquelle les réserves décrites pourront être exploitées de façon rentable dans l'avenir.

Ces énoncés prospectifs comportent de nombreux risques et incertitudes, dont la plupart échappent à la volonté de la société, notamment l'incidence de la conjoncture économique générale; la volatilité et le caractère incertain des cours du pétrole brut, du condensat, des LGN et du gaz naturel; la conjoncture sectorielle; la fluctuation des monnaies; l'imprécision des estimations en matière de réserves; les obligations inhérentes aux activités liées au pétrole brut, au condensat, aux LGN et au gaz naturel; les risques environnementaux, politiques, sociaux et liés à la réglementation; les évaluations erronées de la valeur des acquisitions et des programmes de prospection et de mise en valeur; la concurrence; l'indisponibilité de personnel ou de cadres qualifiés et d'une main-d'œuvre qualifiée; les modifications apportées aux lois liées à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux lois et règlements d'ordre fiscal et environnemental et aux programmes incitatifs dans le secteur du pétrole et du gaz naturel; les dangers tels que les incendies, les explosions, les éruptions, la formation de cratères et les déversements, autant d'événements qui peuvent entraîner des dommages considérables aux puits, aux installations de production et autres biens, ou à l'environnement lui-même, de même que provoquer des blessures corporelles; la volatilité des marchés boursiers; la capacité d'obtenir suffisamment de capitaux de sources internes et externes; l'obtention des approbations réglementaires ou externes requises; les risques de guerre, d'hostilités, d'insurrection populaire et de pandémies (notamment la pandémie de COVID-19); les effets et les incidences de la pandémie de COVID-19, décrits plus en détail dans le présent document, et les conflits d'approvisionnement entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres pays producteurs de pétrole au sujet des restrictions à la production qui ont une incidence sur les prix du pétrole brut, ce qui a entraîné une augmentation de l'offre mondiale, dont il est actuellement impossible de prédire l'ampleur et la durée, sur les activités de Tourmaline et sur la conjoncture économique générale et les marchés; et les autres risques dont il est fait mention sous

la rubrique « Facteurs de risque » de la dernière notice annuelle de la société, qui peut être consultée au www.sedar.com et sous la rubrique « Risques d'entreprise et incertitudes » du présent rapport de gestion.

En ce qui concerne les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion, Tourmaline a formulé des hypothèses concernant les éléments suivants : les prix des marchandises, les régimes de redevances et les lois fiscales actuels et futurs; les taux de production des puits et les volumes de réserves futures; la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée; le calendrier et le montant des dépenses d'investissement; les cours de change futurs; l'incidence de l'intensification de la concurrence; la conjoncture économique et les conditions générales sur les marchés des capitaux; la disponibilité de matériel de forage et de matériel et de services connexes; l'incidence des règlements édictés par des organismes gouvernementaux; les coûts d'exploitation futurs, les obligations de démantèlement et la capacité de commercialiser avec succès le pétrole brut, le condensat, le gaz naturel et les LGN. Sans limiter la portée de ce qui précède, les versements futurs de dividendes, le cas échéant, et le niveau de dividende connexe sont incertains puisque la politique de dividende de la société et les fonds disponibles pour le versement de dividendes de temps à autre dépendra notamment des flux de trésorerie, des exigences financières pour les activités de la société et l'exécution de sa stratégie de croissance, des variations du fonds de roulement de même que du calendrier et du montant des dépenses d'investissement, des exigences en matière de service de la dette et d'autres facteurs qui échappent au contrôle de la société. De plus, la capacité de Tourmaline à verser des dividendes sera assujettie aux lois applicables (y compris le respect des critères de solvabilité imposés par le droit des sociétés) et les restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant sa dette, y compris sa facilité de crédit.

La direction présente ce sommaire des hypothèses et des risques liés aux énoncés prospectifs dont il est fait état dans le présent rapport de gestion afin de fournir aux lecteurs un point de vue plus complet sur les activités d'exploitation futures de Tourmaline; ces informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les résultats, la performance et les réalisations réels de Tourmaline pourraient différer considérablement de ceux qui sont exprimés ou suggérés par ces énoncés prospectifs et, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée que l'un ou l'autre des événements prévus dans ces énoncés surviendra ou se produira et, s'il se produisait, quels avantages, s'il en existe, la société en tirerait. Les lecteurs doivent garder à l'esprit que la liste des facteurs qui précède n'est pas exhaustive.

Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent rapport de gestion, et la société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour les énoncés prospectifs, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements, ou d'événements ou de résultats futurs ou pour quelque autre raison que ce soit, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Conversion en bep – Les montants par baril d'équivalent pétrole ont été calculés selon un taux de conversion de six mille pieds cubes de gaz naturel pour un baril d'équivalent pétrole (6 : 1). Les barils d'équivalent pétrole (« bep ») peuvent prêter à confusion, surtout s'ils sont utilisés de façon isolée. Un ratio de conversion du bep de six kpi³ pour un baril est fondé sur une méthode de conversion en énergie équivalente qui s'applique principalement au bec du brûleur et ne représente pas une valeur d'équivalence à la tête du puits. De plus, étant donné que le ratio de valeur entre le gaz naturel et le pétrole brut fondé sur les prix en vigueur du gaz naturel et du pétrole brut est considérablement différent du ratio d'équivalence énergétique de 6 : 1, le ratio de conversion de 6 : 1 pourrait être trompeur en tant qu'indicateur de valeur.

CONTEXTE D'EXPLOITATION ET PANDÉMIE DE COVID-19

Depuis le 31 décembre 2019, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence défavorable importante sur la conjoncture économique mondiale, qui s'est notamment traduite par une grande volatilité des prix du pétrole brut, des liquides et du gaz naturel tout au long de la période et, d'une manière générale, par une incertitude économique accrue.

Au cours de cette période d'incertitude, la société s'engage à maintenir la solidité de son bilan et de sa situation financière. Au 30 juin 2020, la société disposait de 149,7 millions de dollars en trésorerie et d'une capacité d'emprunt inutilisée de 1,1 milliard de dollars sur ses facilités de crédit, ces montants étant assortis en totalité de clauses restrictives et n'étant pas directement liés aux variations des réserves de pétrole et de gaz naturel de la société, ce qui protège la capacité d'emprunt de la société des fortes variations des listes de prix des marchandises utilisées pour calculer les valeurs des réserves. Au 30 juin 2020, la société respectait toutes les clauses restrictives aux termes de ses facilités de crédit et disposait d'une marge de manœuvre suffisante aux termes de ces clauses en cas d'une plus grande détérioration des prix des marchandises ou d'une augmentation du coût d'emprunt pour lui permettre de traverser cette période d'incertitude, s'il y a lieu. La société croit actuellement qu'elle dispose de liquidités suffisantes au moyen des flux de trésorerie pour réaliser le reste de son budget d'investissement de 2020, mais elle continuera de suivre la situation de près et de s'ajuster au besoin.

En vue de gérer le risque de crédit, la société a resserré son suivi des montants à recevoir de négociants de pétrole et de gaz naturel et de partenaires avec lesquels elle détient conjointement des actifs. Par le passé, la société n'a jamais connu de problèmes de recouvrement auprès des négociants de pétrole et de gaz naturel, étant donné qu'une partie importante de ces créances concernent des acheteurs solvables. Afin de se protéger contre les créances irrécouvrables de la part de partenaires avec lesquels elle détient conjointement des actifs, la société a la capacité de retenir la production en cas de non-paiement et la capacité d'obtenir avant la tenue du projet la quote-part des dépenses d'investissement incombant aux partenaires. La société croit que la plupart de ses créances au 30 juin 2020 sont recouvrables.

En réaction à la pandémie de COVID-19, la société suit toutes les règles applicables établies par les autorités sanitaires compétentes et a mis en œuvre de nombreux protocoles de santé et de sécurité dans ses opérations.

En raison de l'incertitude qui entoure l'ampleur, la durée et les résultats possibles de la pandémie de COVID-19, la société n'est actuellement pas en mesure de prévoir son incidence à long terme sur ses activités, ses liquidités, sa situation financière et ses résultats; cette incidence pourrait toutefois être significative. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques d'entreprise et incertitudes » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur certains risques liés à la COVID-19 auxquels sont exposés Tourmaline et ses activités.

PRODUCTION

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Gaz naturel (<i>en kpi³/j</i>)	1 425 199	1 371 325	4 %	1 449 940	1 405 081	3 %
Pétrole (<i>en b/j</i>)	8 487	6 882	23 %	8 654	7 122	22 %
Condensat (<i>en b/j</i>)	19 485	16 513	18 %	19 267	16 792	15 %
LGN (<i>en b/j</i>)	33 864	28 598	18 %	34 282	28 861	19 %
Équivalent pétrole (<i>en bep/j</i>)	299 369	280 547	7 %	303 860	286 955	6 %
<hr/>						
Production en stockage (vendue à partir du stockage) (<i>en bep/j</i>)	3 974	3 000	32 %	1 174	1 508	(22) %
Total des volumes produits (<i>en bep/j</i>)	303 343	283 547	7 %	305 034	288 463	6 %
Gaz naturel (<i>en %</i>)	79 %	81 %		80 %	82 %	

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, la production a atteint en moyenne 299 369 bep/j, soit une augmentation de 7 % par rapport à la production moyenne de 280 547 bep/j pour le trimestre correspondant de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la production a inscrit une hausse de 6 %, pour s'établir à 303 860 bep/j, comparativement à 286 955 bep/j pour la période correspondante de 2019.

L'augmentation de la production pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, s'explique par le programme fructueux de la société au chapitre de la prospection et de la production jumelé aux acquisitions d'entreprises et de biens réalisées au cours du premier semestre de 2020. L'augmentation importante de la production de condensat et de LGN s'explique essentiellement par la mise en valeur ininterrompue de la zone de Gundy, y compris la mise en service de l'usine de coupes lourdes de gaz naturel de Gundy de la société en juin 2019 et les activités de consolidation de la société dans la zone du nord-est de la Colombie-Britannique. L'augmentation importante de production de pétrole pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 s'explique essentiellement par le fait que Tourmaline a acquis des actifs en août 2019 dans la zone de Peace River High, où la société possédait déjà un intérêt économique.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, outre la production dont il est question précédemment, la société a injecté 3 974 bep/j et 1 174 bep/j de production supplémentaire de gaz naturel dans les installations de stockage, ce qui a porté le total des volumes produits à 303 343 bep/j et à 305 034 bep/j, respectivement. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, la société a injecté 3 000 bep/j et 1 508 bep/j de production de gaz naturel dans les installations de stockage, ce qui a porté le total moyen des volumes produits à 283 547 bep/j et à 288 463 bep/j, respectivement. La société possède des installations de stockage à Dawn et à PG&E Citygate. Elles lui donnent l'occasion d'y entreposer du gaz naturel dans les périodes où les prix des marchandises sont plus faibles (normalement, en été) et de l'en retirer lorsque les prix sont plus élevés (normalement, en hiver). En 2020, la société a augmenté sa capacité totale de stockage, la faisant passer à 4,0 Gpi³, comparativement à 2,0 Gpi³ en 2019.

Les perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2020 s'établissent dans une fourchette de 305 000 bep/j à 310 000 bep/j, en fonction d'un budget d'investissement annuel de 800,0 millions de dollars pour 2020.

PRODUITS ET PROFIT RÉALISÉ (PERTE RÉALISÉE)

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Gaz naturel						
Ventes attribuables à la production	340 075 \$	166 450 \$	104 %	686 549 \$	545 077 \$	26 %
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(29 418)	90 168	(133) %	(49 706)	177 891	(128) %
Profit réalisé sur les instruments financiers	2 126	1 838	16 %	4 174	74	5 541 %
	312 783	258 456	21 %	641 017	723 042	(11) %
Pétrole						
Ventes attribuables à la production	21 357	42 398	(50) %	58 053	82 584	(30) %
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(1 755)	1 701	(203) %	(2 020)	2 155	(194) %
Profit réalisé sur les instruments financiers	32 714	10 769	204 %	54 154	10 640	409 %
	52 316	54 868	(5) %	110 187	95 379	16 %
Condensat						
Ventes attribuables à la production	45 586	106 328	(57) %	152 064	202 809	(25) %
Perte sur les activités de gestion des risques	(1 893)	–	(100) %	(5 182)	–	(100) %
(Perte réalisée) sur les instruments financiers	(122)	(479)	(75) %	(502)	(479)	5 %
	43 571	105 849	(59) %	146 380	202 330	(28) %
LGN						
Ventes attribuables à la production	34 883	24 186	44 %	70 884	86 909	(18) %
Total						
Ventes attribuables à la production	441 901	339 362	30 %	967 550	917 379	5 %
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(33 066)	91 869	(136) %	(56 908)	180 046	(132) %
Profit réalisé sur les instruments financiers	34 718	12 128	186 %	57 826	10 235	465 %
Total des produits tirés de la vente des marchandises, prime (perte) sur les activités de gestion des risques et profit réalisé (perte réalisée) sur les instruments financiers	443 553 \$	443 359 \$	– %	968 468 \$	1 107 660 \$	(13) %

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, le total des ventes attribuables à la production a augmenté de 30 % pour s'établir à 441,9 millions de dollars, alors qu'il s'était établi à 339,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le total des ventes attribuables à la production a augmenté de 5 % pour s'établir à 967,6 millions de dollars en 2020, alors qu'il s'était établi à 917,4 millions de dollars en 2019. L'augmentation pour les deux périodes est attribuable à la hausse des prix de référence du gaz naturel AECO et Station 2 et à l'accroissement des volumes des ventes, en partie contrebalancés par la baisse

des prix de référence du pétrole, du condensat et des LGN. Les produits comprennent toutes les ventes de pétrole, de gaz naturel et de LGN ainsi que le profit réalisé sur les activités de gestion des risques.

Le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 tiennent compte d'une perte sur les activités de gestion des risques de 33,1 millions de dollars et de 56,9 millions de dollars, contre une prime de 91,9 millions de dollars et de 180,0 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les primes (pertes) sur les activités de gestion des risques comprennent les primes reçues par Tourmaline au titre des ventes de gaz naturel effectuées sur des marchés à l'extérieur de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et la prime reçue sur les prix des contrats de marchandises avec livraison physique par rapport aux prix de référence. Tourmaline vend son gaz naturel sur une plus grande variété de marchés. Ces marchés comprennent Malin, PG&E City Gate, Chicago et Dawn, tous des marchés où le gaz naturel se vend normalement à des prix supérieurs au prix AECO. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, les prix AECO ont été en moyenne plus élevés que les prix reçus (compte tenu des frais de transport) aux autres carrefours où Tourmaline vend son gaz naturel, ce qui a donné lieu à une perte sur les activités de gestion des risques ainsi qu'à une perte sur les couvertures physiques de la société comparativement à des profits pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le total des produits tirés de la vente des marchandises et les primes (pertes) sur les activités de gestion des risques et le profit (la perte) sur les instruments financiers ne tiennent pas compte de l'incidence des profits latents (des pertes latentes) sur les contrats de marchandises jusqu'à ce que ces profits ou ces pertes soient réalisés.

PRIX DE RÉFÉRENCE DU PÉTROLE ET DU GAZ NATUREL

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Gaz naturel						
NYMEX Last Day (en \$ US/kpi ³)	1,72 \$	2,64 \$	(35) %	1,83 \$	2,89 \$	(37) %
AECO 5A (en \$ CA/kpi ³)	2,00 \$	1,04 \$	92 %	2,02 \$	1,84 \$	10 %
West Coast Station 2 (en \$ CA/kpi ³)	1,98 \$	0,61 \$	225 %	1,88 \$	0,91 \$	107 %
Sumas (en \$ US/MBtu)	1,53 \$	1,81 \$	(15) %	1,70 \$	7,93 \$	(79) %
ATP 5A Day Ahead (en \$ CA/kpi ³)	2,03 \$	1,24 \$	64 %	1,88 \$	1,96 \$	(4) %
Chicago City Gate (en \$ US/MBtu)	1,63 \$	2,31 \$	(29) %	1,69 \$	2,70 \$	(37) %
Ventura (en \$ US/MBtu)	1,58 \$	2,20 \$	(28) %	1,65 \$	2,66 \$	(38) %
PG&E Malin (en \$ US/MBtu)	1,52 \$	1,88 \$	(19) %	1,68 \$	3,30 \$	(49) %
PG&E City Gate (en \$ US/MBtu)	2,41 \$	2,99 \$	(19) %	2,56 \$	4,04 \$	(37) %
Dawn (en \$ US/MBtu)	1,63 \$	2,34 \$	(30) %	1,69 \$	2,63 \$	(36) %
Pétrole et condensat						
NYMEX (en \$ US/b)	28,00 \$	59,91 \$	(53) %	36,82 \$	57,41 \$	(36) %
Prix au pair à Edmonton (en \$ CA/b)	30,24 \$	72,52 \$	(58) %	40,89 \$	69,70 \$	(41) %
Condensat à Edmonton (en \$ CA/b)	31,74 \$	73,85 \$	(57) %	45,55 \$	71,28 \$	(36) %

COURS DE CHANGE

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
\$ CA/\$ US ¹⁾	0,7220 \$	0,7475 \$	(3) %	0,7335 \$	0,7498 \$	(2) %

1) Taux moyens pour la période.

PRIX RÉALISÉS PAR TOURMALINE

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Gaz naturel (en \$/kpi ³)	2,41 \$	2,07 \$	16 %	2,43 \$	2,84 \$	(14) %
Pétrole (en \$/b)	67,74 \$	87,61 \$	(23) %	69,96 \$	73,99 \$	(5) %
Condensat (en \$/b)	24,57 \$	70,44 \$	(65) %	41,74 \$	66,57 \$	(37) %
LGN (en \$/b)	11,32 \$	9,29 \$	22 %	11,36 \$	16,64 \$	(32) %
Équivalent pétrole (en \$/bep)	16,28 \$	17,37 \$	(6) %	17,51 \$	21,33 \$	(18) %

1) Les prix réalisés comprennent les ventes attribuables à la production, la prime (la perte) sur les activités de gestion des risques et le profit réalisé (la perte réalisée) sur les instruments financiers.

Le prix moyen réalisé pour le gaz naturel pour le trimestre clos le 30 juin 2020 s'est chiffré à 2,41 \$/kpi³, en hausse de 16 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, qui s'était établi à 2,07 \$/kpi³. Cette hausse découle de l'augmentation marquée des prix de référence du gaz naturel canadien, y compris AECO et Station 2, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le prix moyen réalisé pour le gaz naturel pour le semestre clos le 30 juin 2020 s'est chiffré à 2,43 \$/kpi³, en baisse de 14 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle du recul des prix de référence dans tous les carrefours aux États-Unis où la société vend sa production de gaz naturel. Ces baisses liées aux prix de référence AECO ont généré une perte sur les activités de gestion des risques pour le semestre clos le 30 juin 2020.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, le prix réalisé pour le pétrole a reculé de 23 % et de 5 % comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse rend compte de la diminution des prix de référence pour le pétrole pour ces deux périodes, laquelle a été atténuée par les profits réalisés sur les instruments financiers. Le prix réalisé pour le pétrole pour le semestre clos le 30 juin 2020 tient compte également d'un profit réalisé sur les instruments financiers de 21,4 millions de dollars se rapportant à la désactualisation d'une partie des contrats financiers pétroliers de la société au début de l'exercice afin de tirer avantage du profit important qui a été réalisé.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, le prix réalisé pour le condensat s'est établi à 24,57 \$/b et à 41,74 \$/b, ce qui est de 65 % et de 37 % moins élevé, respectivement, que pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse est conforme au recul des prix de référence observé au cours du premier semestre de 2020.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, le prix réalisé pour les LGN a augmenté de 22 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse du prix de l'éthane et du propane. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le prix réalisé pour les LGN a diminué de 32 % par rapport à la période

correspondante de l'exercice précédent en raison de la baisse des prix du propane, du butane et du pentane, ce qui est conforme au recul des prix de référence du pétrole et du condensat.

REDEVANCES

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Gaz naturel	2 938 \$	(1 436) \$	3 615 \$	12 387 \$
Pétrole, condensat et LGN	8 437	17 630	24 689	35 430
Total des redevances	11 375 \$	16 194 \$	28 304 \$	47 817 \$
Redevances en pourcentage des ventes de marchandises attribuables à la production	2,6 %	4,8 %	2,9 %	5,2 %

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, le taux de redevances effectif moyen s'est établi à 2,6 % et à 2,9 %, comparativement à 4,8 % et à 5,2 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le recul du taux est généralement attribuable aux prix de références moins élevés du pétrole et du condensat.

Les redevances sur le gaz naturel, établies à 3,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2020, comprennent des redevances à la Couronne de 29,5 millions de dollars, compensées par des crédits de 25,9 millions de dollars. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les redevances sur le gaz naturel, établies à 12,4 millions de dollars, comprenaient des redevances à la Couronne de 59,8 millions de dollars, compensées par des crédits de 47,4 millions de dollars. Les crédits reçus pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019 comprennent une déduction pour frais d'exploitation d'installation gazière reçue de la Couronne afin de tenir compte des charges engagées en vue de traiter et de transporter la production de gaz naturel revenant à la Couronne. Les redevances à la Couronne sur le gaz naturel ont également été atténuées par les crédits au titre du New Well Royalty Reduction Program et du Natural Gas Deep Drilling Program en Alberta ainsi que du Deep Royalty Credit Program en Colombie-Britannique.

La société prévoit que son taux de redevances s'établira entre 4 % et 5 % en 2020. Le taux de redevances fluctue avec les prix des marchandises, ce qui signifie que toute hausse des prix des marchandises entraînera une hausse du taux réel.

COMMERCIALISATION DES MARCHANDISES

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Produits liés à la commercialisation	4 837 \$	10 207 \$	(53) %	27 964 \$	12 755 \$	119 %
Achats liés à la commercialisation	(6 291)	(9 318)	(32) %	(27 810)	(12 046)	131 %
	(1 454) \$	889 \$	(264) %	154 \$	709 \$	(78) %

La société exploite un terminal commercial dans la zone Gordondale de l'Alberta. Le débit à partir du terminal commercial comprend les volumes de pétrole, de condensat et de LGN produits par Tourmaline ainsi que les volumes de pétrole, de condensat et de LGN achetés à des tiers.

Les produits et les achats liés à la commercialisation représentent les volumes vendus et les volumes achetés à des tiers, lesquels sont comptabilisés au montant brut aux fins de la présentation des états financiers. Tous les profits et les pertes sur la vente de produits de tiers liés au différentiel de prix sont comptabilisés dans les produits liés à la commercialisation.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, les produits et les achats liés à la commercialisation ont diminué de 53 % et de 32 % respectivement, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2019. Cette baisse reflète le recul des prix de référence du pétrole au deuxième trimestre de 2020, ce qui a réduit le prix des volumes achetés et des volumes vendus.

Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les produits et les achats liés à la commercialisation ont augmenté de 119 % et de 131 % respectivement, comparativement au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation importante des achats et des ventes de volumes provenant de tiers au cours du premier semestre de 2020 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES PRODUITS

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Autres produits	6 265 \$	9 309 \$	(33) %	14 878 \$	16 651 \$	(11) %

Les autres produits se sont établis à 6,3 millions de dollars et à 14,9 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 9,3 millions de dollars et à 16,7 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les soldes de 2019 étaient plus élevés, car ils reflètent un paiement non récurrent reçu au titre de l'assurance contre les pertes d'exploitation.

CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers, sauf les montants unitaires)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charges d'exploitation	83 308 \$	88 463 \$	(6) %	166 714 \$	180 628 \$	(8) %
Par bep	3,06 \$	3,47 \$	(12) %	3,01 \$	3,48 \$	(14) %

Les charges d'exploitation comprennent tous les frais périodiques engagés sur place et pour les concessions, mais non les recouvrements de produits découlant du traitement des volumes de tiers. Pour le deuxième trimestre de 2020, le total des charges d'exploitation s'est chiffré à 83,3 millions de dollars, contre 88,5 millions de dollars en 2019, en baisse de 6 % par rapport à une hausse de production de 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les coûts d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2020 se sont établis à 166,7 millions de dollars, contre 180,6 millions de dollars pour la période correspondante de 2019, ce qui s'explique par une diminution de 8 % du total des coûts par rapport à une augmentation de 6 % de la production. Les charges d'exploitation des deux périodes reflètent l'amélioration constante des efficacités opérationnelles de la société.

Les coûts par bep ont diminué, passant de 3,47 \$ au deuxième trimestre de 2019 à 3,06 \$ au deuxième trimestre de 2020. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les coûts d'exploitation se sont chiffrés à 3,01 \$ par bep, en baisse par rapport à ceux du semestre de 2019, qui étaient de 3,48 \$ par bep. La diminution des coûts par bep pour ces deux périodes est attribuable au recul des frais de traitement et de collecte étant donné que la mise en service de l'usine de coupes lourdes de gaz naturel de Gundy a entraîné une réduction des volumes de production traités dans des usines de tiers.

Les charges d'exploitation moyennes de la société pour 2020 devraient se chiffrer à environ 3,20 \$ par bep, en baisse par rapport aux prévisions de 3,30 \$ par bep présentées dans le rapport de gestion au 31 mars 2020 de la société. Les prévisions ont été revues à la baisse afin de tenir compte de la réduction importante des charges d'exploitation au premier semestre de 2020 découlant de l'efficacité opérationnelle ainsi que de certains allègements de dépenses consentis par les gouvernements provinciaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique en lien avec la pandémie de COVID-19. La société est à l'affût de toutes les annonces des gouvernements afin de déterminer son admissibilité à toute mesure d'allègement qui sera mise en œuvre pendant cette période extrêmement instable et difficile.

TRANSPORT

<i>(en milliers, sauf les montants unitaires)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Frais de transport du gaz naturel	100 402 \$	72 031 \$	39 %	202 406 \$	150 522 \$	34 %
Frais de transport du pétrole et des LGN	24 943	21 604	15 %	45 125	43 702	3 %
Total des frais de transport	125 345 \$	93 635 \$	34 %	247 531 \$	194 224 \$	27 %
Par bep	4,60 \$	3,67 \$	25 %	4,48 \$	3,74 \$	20 %

Le total des frais de transport s'est établi à 125,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, comparativement à 93,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les frais de transport se sont chiffrés à 247,5 millions de dollars, comparativement à 194,2 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. Les deux périodes reflètent l'augmentation des coûts attribuable à la hausse des volumes de production et des volumes passant par des points de vente diversifiés.

Les frais de transport par bep se sont accrus, passant à 3,67 \$ au deuxième trimestre de 2019 à 4,60 \$ au deuxième trimestre de 2020. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les frais de transport par bep ont augmenté pour s'établir à 4,48 \$, comparativement à 3,74 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts par bep en 2020 s'explique par les efforts accrus consacrés à la diversification des marchés dans lesquels Tourmaline vend son gaz naturel. Au quatrième trimestre de 2019, Tourmaline a ajouté 100 Mpi³/j de plus en capacité de transport pour avoir accès aux marchés Malin et PG&E. Le volume plus élevé transporté à Malin et à PG&E pour le premier semestre de 2020 comparativement au premier semestre de 2019 a occasionné une hausse du carburant et des frais de transport par bep.

CHARGES GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES

<i>(en milliers, sauf les montants unitaires)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charges générales et administratives	25 934 \$	21 730 \$	19 %	50 742 \$	43 678 \$	16 %
Recouvrement de charges administratives et de charges liées aux activités d'investissement	(1 038)	(1 678)	(38) %	(1 669)	(4 154)	(60) %
Charges générales et administratives inscrites à l'actif	(7 797)	(7 443)	(5) %	(15 705)	(14 768)	(6) %
Total des charges générales et administratives	17 099 \$	12 609 \$	36 %	33 368 \$	24 756 \$	35 %
Par bep	0,63 \$	0,49 \$	29 %	0,60 \$	0,48 \$	25 %

Le total des charges générales et administratives s'est établi à 17,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, contre 12,6 millions de dollars au trimestre correspondant de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les charges générales et administratives se sont chiffrées à 33,4 millions de dollars, comparativement à 24,8 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. La hausse s'explique surtout par l'ajout de personnel aux fins de la gestion de l'élargissement de la production, des réserves et des terrains ainsi que par les coûts supplémentaires liés aux acquisitions d'entreprises et de biens de même que par la hausse des honoraires de tiers fournisseurs de services et l'accroissement des initiatives de commercialisation du secteur. La baisse des recouvrements de charges administratives et de charges liées aux activités d'investissement est liée à l'acquisition d'actifs dans la zone de Peace River High en août 2019 et, par conséquent, a mené à la consolidation de l'intérêt économique de la société ainsi qu'à la baisse de l'ensemble des recouvrements des partenaires.

Les charges générales et administratives pour 2020 devraient s'établir à environ 0,60 \$ par bep en moyenne, soit légèrement plus élevées que les prévisions de 0,55 \$ par bep publiées dans le rapport de gestion de la société au 31 mars 2020. Cette hausse reflète une augmentation des charges en lien avec Topaz Energy Corp. (« Topaz ») et les acquisitions d'entreprises menées à bien en 2020 ainsi qu'une diminution de la production prévue pour 2020 par rapport aux prévisions initiales. Les charges réelles par bep peuvent toutefois varier en fonction d'un certain nombre de facteurs, y compris les niveaux de production réels de la société.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

<i>(en milliers, sauf les montants unitaires)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Paiements fondés sur des actions	4 154 \$	6 549 \$	8 278 \$	13 087 \$
Paiements fondés sur des actions inscrits à l'actif	(1 699)	(2 861)	(3 391)	(5 734)
Total des paiements fondés sur des actions	2 455 \$	3 688 \$	4 887 \$	7 353 \$
Par bep	0,09 \$	0,14 \$	0,09 \$	0,14 \$

La société a recours à la méthode de la juste valeur pour calculer la charge au titre des paiements fondés sur des actions hors trésorerie. Au cours du deuxième trimestre de 2020, 159 500 options sur actions, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 11,01 \$ l'option, ont été attribuées.

La société a comptabilisé une charge au titre des paiements fondés sur des actions de 2,5 millions de dollars et de 4,9 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 3,7 millions de dollars et à 7,4 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les paiements fondés sur des actions inscrits à l'actif se sont chiffrés à 1,7 million de dollars et à 3,4 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, contre 2,9 millions de dollars et 5,7 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les paiements fondés sur des actions ont baissé en 2020 par rapport à la période correspondante de 2019, ce qui rend compte des options dont la juste valeur est moins élevée en 2020 par rapport à 2019.

ÉPUISEMENT, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

<i>(en milliers, sauf les montants unitaires)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Total de l'épuisement, des amortissements et de la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	208 772 \$	202 053 \$	712 298 \$	430 849 \$
Moins les baux miniers échus	(2 833)	(4 959)	(37 250)	(32 824)
Moins la charge de dépréciation	–	–	(250 000)	–
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	205 939 \$	197 094 \$	425 048 \$	398 025 \$
Par bep	7,56 \$	7,72 \$	7,69 \$	7,66 \$

La charge au titre de l'épuisement et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, compte non tenu des baux miniers échus et de la charge de dépréciation, s'est élevée à 205,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, contre 197,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la charge au titre de l'épuisement et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, compte non tenu des baux miniers échus et de la charge de dépréciation, s'est établie à 425,0 millions de dollars, comparativement à 398,0 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. La hausse de la charge au titre de l'épuisement et des amortissements des

immobilisations corporelles et incorporelles en 2020 comparativement à 2019 est attribuable essentiellement à l'augmentation des volumes de production.

Le taux par bep d'épuisement et d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (compte non tenu de l'incidence des baux miniers échus et de la dépréciation) s'est chiffré à 7,56 \$ au deuxième trimestre de 2020, en baisse comparativement au taux de 7,72 \$ au trimestre correspondant de 2019, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la production dans la zone du nord-est de la Colombie-Britannique, qui a le taux d'épuisement le plus faible comparativement aux autres unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la société. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le taux par bep d'épuisement et d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (compte non tenu de l'incidence des baux miniers échus et de la dépréciation) a été conforme au taux de la période correspondante de 2019.

Les baux miniers échus se sont chiffrés à 2,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 5,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les baux miniers échus se sont établis à 37,3 millions de dollars, contre 32,8 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. Les baux miniers échus visaient environ 2,5 % de l'ensemble des terrains de Tourmaline.

La société accorde la priorité au forage sur les terrains qu'elle juge comme étant les plus rentables et productifs. Compte tenu de l'étendue de son territoire, la société a décidé de ne pas poursuivre la mise en valeur de certaines parcelles dont les baux arrivent à échéance. La société examine toutes les possibilités (notamment les swaps, les amodiations, les coentreprises et les sorties) pour rentabiliser ces parcelles avant leur expiration.

Au 30 juin 2020, la société n'a décelé aucun indice de dépréciation à l'égard de ses UGT et, par conséquent, elle n'a effectué aucun test de dépréciation.

Une charge de dépréciation de 250,0 millions de dollars a été comptabilisée à l'égard de l'UGT Spirit River de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2020. Cette dépréciation découlait de la baisse importante de la courbe des prix à terme du pétrole. Cette baisse de la courbe des prix à terme du pétrole a entraîné une chute de la valeur actualisée nette des réserves connexes à l'UGT Spirit River. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée dans les autres UGT de la société.

CHARGES FINANCIÈRES

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charge d'intérêts	10 075 \$	14 643 \$	(31) %	25 091 \$	29 433 \$	(15) %
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	–	(1 671)	100 %	–	(3 026)	100 %
Charge de désactualisation	1 100	1 402	(22) %	2 136	2 747	22 %
Charge d'intérêts se rapportant au contrat de location	73	68	7 %	112	119	(6) %
(Profit) perte de change sur la dette libellée en dollars américains	(72 966)	(26 293)	178 %	(21 941)	(40 170)	(45) %
(Profit réalisé) perte réalisée sur des swaps de devises	72 966	26 293	178 %	21 941	40 170	45 %
(Profit réalisé) perte réalisée sur des swaps de taux d'intérêt	1 712	(230)	(844) %	1 336	(798)	(267) %
Coûts de transaction sur les acquisitions d'entreprises	350	–	100 %	550	–	100 %
Total des charges financières	13 310 \$	14 212 \$	(6) %	29 225 \$	28 475 \$	3 %

Les charges financières pour le trimestre clos le 30 juin 2020 ont totalisé 13,3 millions de dollars, comparativement à 14,2 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. La dette bancaire moyenne en cours et le taux d'intérêt effectif moyen sur la dette se sont élevés respectivement à 1 795,3 millions de dollars et à 1,93 % pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 1 596,0 millions de dollars et à 3,24 % pour la période correspondante de 2019.

Les charges financières pour le semestre clos le 30 juin 2020 ont totalisé 29,2 millions de dollars, comparativement à 28,5 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. La dette bancaire moyenne en cours et le taux d'intérêt effectif moyen sur la dette pour le semestre clos le 30 juin 2020 se sont élevés respectivement à 1 734,4 millions de dollars et à 2,52 %, comparativement à 1 595,8 millions de dollars et à 3,30 %, respectivement, pour la période correspondante de 2019.

La charge d'intérêts a diminué pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, du fait de la baisse du taux d'intérêt effectif par rapport aux mêmes périodes de 2019, ce qui a été contrebalancé par l'augmentation de la dette bancaire moyenne en cours. La baisse du taux d'intérêt effectif reflète celle du taux préférentiel de la Banque du Canada au cours de la même période. Pour le premier semestre de 2019, la société a comptabilisé des coûts d'emprunt inscrits à l'actif liés à des projets d'investissement à long terme, ce qui a réduit les charges financières pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019. Aucun coût d'emprunt lié à des projets d'investissement à long terme n'a été inscrit à l'actif pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, la société a effectué des prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit comme elle y est autorisée aux termes de celle-ci. Le remboursement de ces prélèvements a engendré un profit de change découlant du raffermissement du dollar canadien. Parallèlement aux prélèvements libellés en dollars américains, la société conclut des swaps de devises afin de gérer le risque de change découlant de ces emprunts libellés en dollars américains. Cette transaction permet à la société de profiter de l'écart entre les taux CDOR et TIOL (pour les emprunts américains) sans être exposée au risque de change.

CHARGE (RECOUVREMENT) D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charge (recouvrement) d'impôt différé	(19 917) \$	(92 097) \$	(78) %	(40 427) \$	(57 301) \$	(29) %

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, le recouvrement d'impôt différé s'est établi à 19,9 millions de dollars et à 40,4 millions de dollars, comparativement à un recouvrement d'impôt différé de 92,1 millions de dollars et de 57,3 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. Le recouvrement d'impôt différé pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 a subi l'incidence de la réduction du taux d'impôt des sociétés par le gouvernement de l'Alberta, qui passera de 12 % à 8 % d'ici 2022; cette réduction a été adoptée au 30 juin 2019 et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2019. La modification du taux d'impôt a donné lieu à un recouvrement d'impôt différé de 108,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, le recouvrement d'impôt différé s'explique par le fait que la société a enregistré une perte nette avant impôt de 0,1 million de dollars et de 56,7 millions de dollars, respectivement. La perte nette tenait compte des profits non imposables sur les acquisitions de 87,8 millions de dollars et de 122,0 millions de dollars, ce qui a donné lieu à des pertes à des fins fiscales aux cours de ces périodes.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION, FLUX DE TRÉSORERIE ET BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

(en milliers, sauf les montants unitaires)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	165 857 \$	298 282 \$	(44) %	507 815 \$	681 402 \$	(25) %
Par action ¹⁾	0,61 \$	1,10 \$	(45) %	1,87 \$	2,50 \$	(25) %
Flux de trésorerie ²⁾	225 177 \$	226 458 \$	(1) %	508 895 \$	645 700 \$	(21) %
Par action ^{1) 2)}	0,83 \$	0,83 \$	– %	1,88 \$	2,37 \$	(21) %
Bénéfice net (perte nette)	20 106 \$	154 940 \$	(87) %	(15 706) \$	242 650 \$	(106) %
Par action ¹⁾	0,07 \$	0,57 \$	(88) %	(0,06) \$	0,89 \$	(107) %
Revenus nets d'exploitation par bep ²⁾	8,20 \$	9,60 \$	(15) %	9,51 \$	13,19 \$	28 %

1) Les montants par action ont été calculés au moyen du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution, sauf les montants de bénéfice net (perte nette) par action des périodes au cours desquelles Tourmaline a enregistré une perte nette. Pour ces périodes, ces montants ont été calculés au moyen du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base compte tenu de l'effet antidilutif sur les calculs par action.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, les flux de trésorerie se sont établis à 225,2 millions de dollars, ou 0,83 \$ par action après dilution, comparativement à 226,5 millions de dollars, ou 0,83 \$ par action après dilution, pour la période correspondante de 2019. Les flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 juin 2020 se sont chiffrés à 508,9 millions de dollars, ou 1,88 \$ par action après dilution, contre 645,7 millions de dollars, ou 2,37 \$ par action après dilution, pour la période correspondante de 2019. La diminution des flux de trésorerie pour le premier semestre de 2020 reflète des prix réalisés nettement inférieurs, partiellement compensés par une augmentation de la production au cours de la même période de 2019 et un profit de 26,1 millions de dollars réalisé à la suite du règlement des contrats de change dérivés financiers de la société.

La société a enregistré un bénéfice net après impôt de 20,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à un bénéfice net après impôt de 154,9 millions de dollars, ou 0,57 \$ par action après dilution, pour la période correspondante de 2019, ce qui comprenait un recouvrement d'impôt différé de 108,9 millions de dollars attribuable au changement de taux d'imposition en 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la perte nette après impôt s'est établie à 15,7 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action, contre un bénéfice net après impôt de 242,7 millions de dollars, ou 0,89 \$ par action après dilution, pour le premier semestre de 2019. La baisse du bénéfice net après impôt rend compte d'une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 250,0 millions de dollars enregistrée au premier trimestre de 2020. Aucune charge de dépréciation des immobilisations corporelles n'a été enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Terrains et études sismiques	1 842 \$	1 298 \$	5 119 \$	3 065 \$
Forages et complétions	70 499	114 085	281 158	347 803
Installations	23 250	72 931	115 499	214 412
Acquisitions de biens	36 139	473	39 159	596
Sorties de biens	–	(75)	(235)	(1 838)
Divers	8 302	9 467	16 946	18 525
Total des dépenses d'investissement en trésorerie	140 032 \$	198 179 \$	457 646 \$	582 563 \$

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a investi une contrepartie en trésorerie de 140,0 millions de dollars, déduction faite des sorties, contre 198,2 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. Les dépenses de prospection et de production se sont chiffrées à 95,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 188,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2019.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, la société a investi une contrepartie en trésorerie de 457,6 millions de dollars, déduction faite des sorties, contre 582,6 millions de dollars pour la période correspondante de 2019.

Le tableau qui suit résume les activités de forage, de complétion et de raccordement pour les périodes présentées :

	Semestre clos le 30 juin 2020		Semestre clos le 31 juin 2019	
	Chiffres bruts	Chiffres nets	Chiffres bruts	Chiffres nets
Activités de forage	75	70,95	112	107,9
Activités de complétion	106	105,15	88	81,25
Activités de raccordement	81	80,15	109	95,26

Les dépenses d'investissement liées aux activités de prospection et de production prévisionnelles pour 2020, établies à 800,0 millions de dollars, ont été réduites de 125,0 millions de dollars dans le rapport de gestion au 31 mars 2020 par rapport aux prévisions présentées dans le rapport de gestion de la société au 31 décembre 2019. La baisse des dépenses d'investissement prévues découle de la forte volatilité et, dans certains cas, de la chute des prix des marchandises ainsi que de l'incidence de la COVID-19 sur l'économie en général. La société

s'attend à engager des coûts de forage et de complétion d'environ 610,0 millions de dollars, des dépenses d'investissement relatives aux installations (y compris l'équipement, les pipelines et les raccordements) de 185,0 millions de dollars ainsi que des coûts liés aux terrains et aux données sismiques de 5,0 millions de dollars. Le budget de dépenses d'investissement fait l'objet d'un suivi serré et continuera d'être ajusté, au besoin, en fonction des flux de trésorerie disponibles.

Acquisitions d'entreprise

Le 14 février 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Polar Star Canadian Oil and Gas Inc. (« Polar Star ») pour une contrepartie en trésorerie totale de 12,0 millions de dollars, y compris la prise en charge du fonds de roulement. Les coûts de transaction globaux engagés par la société, soit 0,2 million de dollars, en lien avec cette acquisition ont été passés en charges dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net et du résultat global. L'acquisition a donné lieu à une augmentation d'environ 8,7 millions de dollars des immobilisations corporelles, à la prise en charge d'un fonds de roulement de 5,6 millions de dollars, à l'acquisition d'un actif d'impôt différé de 33,8 millions de dollars et à un profit sur l'acquisition de 34,2 millions de dollars principalement lié à l'actif d'impôt différé. L'acquisition de Polar Star s'inscrit dans le cadre des activités de consolidation de la société dans la zone principale du nord-est de la Colombie-Britannique et permet d'augmenter les terrains mis en valeur et la production, et comprend une station de compression.

Le 21 avril 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Chinook Energy Inc. (« Chinook ») pour une contrepartie en trésorerie totale de 15,1 millions de dollars, y compris la prise en charge du fonds de roulement. Les coûts de transaction globaux engagés par la société, soit 0,4 million de dollars, en lien avec cette acquisition ont été passés en charges dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net et du résultat global. L'acquisition a donné lieu à une augmentation d'environ 36,0 millions de dollars des immobilisations corporelles, à la prise en charge d'un fonds de roulement négatif de 3,5 millions de dollars, à une dette bancaire de 5,9 millions de dollars, à des obligations de démantèlement de 4,8 millions de dollars, à un actif d'impôt différé de 81,1 millions de dollars de même qu'à un profit sur l'acquisition de 87,8 millions de dollars principalement lié à l'actif d'impôt différé. L'acquisition de Chinook s'inscrit dans le cadre des activités de consolidation de la société dans la zone principale du nord-est de la Colombie-Britannique et permet d'augmenter les terrains mis en valeur et la production, et les infrastructures, y compris une usine de gaz, une station de compression et un gazoduc.

Acquisitions et sorties

2020

Le 1^{er} avril 2020, la Société a acquis des actifs dans la zone East Edson du Deep Basin pour une contrepartie de 35,0 millions de dollars. L'acquisition a donné lieu à une augmentation des immobilisations corporelles d'environ 42,0 millions de dollars, à une augmentation des actifs de prospection et d'évaluation d'environ 1,6 million de dollars et à la reprise de passifs relatifs au démantèlement de 8,6 millions de dollars. Les actifs acquis comprennent un intérêt économique dans des terrains, de la production, des réserves et une installation de traitement du gaz. En outre, la société s'est engagée à forer huit puits dans la région d'ici le 1^{er} avril 2022. La société a appliqué le test de concentration facultatif à cette acquisition et, par conséquent, les actifs acquis ont été comptabilisés à titre d'acquisition d'actifs.

2019

Le 13 août 2019, la société a acquis des actifs dans la zone de Peace River High pour une contrepartie en trésorerie de 175,0 millions de dollars. L'acquisition a donné lieu à une augmentation des immobilisations corporelles d'environ 180,8 millions de dollars, à une augmentation des actifs de prospection et d'évaluation de 8,3 millions de dollars et à la reprise de passifs relatifs au démantèlement de 14,1 millions de dollars. Les actifs acquis étaient un intérêt économique direct supplémentaire dans des terrains, de la production, des réserves et des installations pour lesquels la société possédait déjà un intérêt économique.

Dans le cadre de l'adoption anticipée de la modification à l'IFRS 3, la société a appliqué le test de concentration facultatif à l'acquisition et, par conséquent, les actifs acquis ont été comptabilisés à titre d'acquisition d'actifs.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Dette bancaire

La société dispose d'une facilité de crédit renouvelable et prorogeable de cinq ans non garantie assortie de clauses restrictives auprès d'un consortium bancaire, dont les modalités sont énoncées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et à la note 8 afférente aux états financiers résumés intermédiaires non audités de la société pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020. La facilité de crédit renouvelable s'élève à 1,8 milliard de dollars et est assortie d'une échéance en juin 2024. La date d'échéance peut être reportée annuellement à la demande de la société et avec le consentement des prêteurs. La facilité de crédit renouvelable comporte une clause d'expansion (« accordéon ») qui permet à la société, sous réserve de l'approbation des prêteurs, d'augmenter le montant de la facilité jusqu'à concurrence de 500,0 millions de dollars en ajoutant une nouvelle institution financière ou en augmentant le montant de l'engagement de ses prêteurs existants. Les prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains et portent intérêt soit au taux préférentiel de la banque agent, soit au taux des acceptations bancaires, soit au TIOL (pour les emprunts en dollars américains), majoré de pourcentages applicables.

La société dispose d'un emprunt à terme de 950,0 millions de dollars auprès d'un consortium bancaire. Les prélèvements sur l'emprunt à terme peuvent être effectués en dollars canadiens ou en dollars américains et portent intérêt soit au taux préférentiel de la banque agent, soit au taux des acceptations bancaires, soit au TIOL (pour les emprunts en dollars américains), majoré de 150 points de base assortie d'une échéance en juin 2024. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance peut être reportée chaque année. Les clauses restrictives s'appliquant à l'emprunt à terme sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la facilité de crédit renouvelable de la société et l'emprunt à terme est de rang égal à celui de la facilité de crédit renouvelable.

La société dispose également d'une facilité de crédit d'exploitation non garantie assortie de clauses restrictives auprès d'une banque canadienne d'un montant de 50,0 millions de dollars. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance de la facilité de crédit d'exploitation de juin 2021 peut être reportée chaque année. Les clauses restrictives sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la facilité de crédit renouvelable. Au 30 juin 2020, aucun prélèvement n'avait été effectué sur la facilité de crédit d'exploitation.

En outre, la société dispose d'une facilité sous forme de lettre de crédit payable à vue de 50,0 millions de dollars auprès d'une banque canadienne. Au 30 juin 2020, Tourmaline disposait de lettres de crédit en cours de 13,8 millions de dollars (11,6 millions de dollars au 31 décembre 2019), qui sont portées en réduction du crédit disponible aux termes de cette facilité de crédit.

Topaz, une filiale de Tourmaline, dispose d'une facilité de crédit d'exploitation garantie assortie de clauses restrictives auprès d'une banque canadienne. En avril 2020, Topaz a porté la facilité de crédit d'exploitation à 75,0 millions de dollars et a prorogé l'échéance de la facilité de crédit d'exploitation jusqu'en juin 2022. À l'exception des changements apportés au montant et à l'échéance, la facilité de crédit d'exploitation a été renouvelée selon les mêmes modalités que celles énoncées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance peut être reportée chaque année. Au 30 juin 2020, aucun prélèvement n'avait été effectué sur la facilité de crédit d'exploitation.

Au 30 juin 2020, la capacité d'emprunt totale de la société se chiffrait à 2,925 milliards de dollars. Au 30 juin 2020 et pour le trimestre clos à cette date, la société respectait toutes les clauses restrictives.

Fonds de roulement et dette nette

Au 30 juin 2020, la société avait un fonds de roulement ajusté de 82,4 millions de dollars, après un ajustement pour tenir compte de la juste valeur des instruments financiers, des obligations locatives et des écarts de change latents liés au fonds de roulement (le fonds de roulement non ajusté se chiffrait à 112,2 millions de dollars) (fonds de roulement négatif de respectivement 136,7 millions de dollars et 153,0 millions de dollars au 31 décembre 2019). Au 30 juin 2020, l'encours de la dette à long terme de la société se chiffrait à 948,9 millions de dollars et un montant de 823,3 millions de dollars avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable, pour une dette bancaire totale de 1 772,2 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission de titres d'emprunt (1 619,0 millions de dollars au 31 décembre 2019). La dette nette au 30 juin 2020 s'établissait à 1 689,8 millions de dollars, déduction faite de la juste valeur des instruments financiers, des obligations locatives et des écarts de change latents liés au fonds de roulement (négatif) (1 755,7 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 4 juillet 2019, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé l'avis faisant part de l'intention de la société d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat »). L'offre publique de rachat permet à la société de racheter jusqu'à 13 602 507 actions ordinaires, ce qui représente 5 % de ses actions ordinaires en circulation au 30 juin 2019, sur une période de douze mois à compter du 8 juillet 2019. Aux termes de l'offre publique de rachat, des actions ordinaires peuvent être rachetées au cours du marché en vigueur et toute action ordinaire rachetée aux termes de l'offre publique de rachat sera annulée au moment de son rachat par la société. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la société a racheté 221 600 actions ordinaires à un prix moyen de 9,71 \$ l'action. Depuis que la conjoncture économique a commencé à se ressentir de la pandémie de COVID-19, la société a choisi de cesser le rachat d'actions et de se concentrer sur la liquidité dans ce contexte macroéconomique et de volatilité des prix des marchandises.

Le 15 juillet 2020, la société a renouvelé son offre publique de rachat auprès de la TSX, ce qui lui permet de racheter jusqu'à 13 538 778 actions ordinaires, ce qui représente 5 % de ses actions ordinaires en circulation au 30 juin 2020, sur une période de douze mois à compter du 20 juillet 2020.

Participation ne donnant pas le contrôle et transactions entre entités sous contrôle commun

Au 31 décembre 2018, Tourmaline détenait 90,6 % d'Exshaw Oil Corp. (« Exshaw »), une société privée exerçant des activités de prospection de pétrole et de gaz naturel au Canada.

En octobre 2019, la société a acquis la participation résiduelle de 9,4 % dans Exshaw pour une contrepartie en trésorerie de 15,0 millions de dollars.

Le 8 novembre 2019, Exshaw a été renommée Topaz Energy Corp. (« Topaz ») et le 14 novembre 2019, aux termes de la convention d'achat et de vente conclue entre Topaz et la société, Topaz a acquis de Tourmaline : i) des droits de redevances dérogatoires brutes nouvellement mis en place au titre de tous les terrains de Tourmaline à la date de la transaction; ii) une participation directe de 45 % dans deux usines de traitement du gaz naturel; et iii) des participations contractuelles dans une tranche de certains produits de tiers attribuables à des contrats de traitement et de manutention de gaz naturel.

Le 14 novembre 2019, Topaz a réalisé un financement par placement privé pour une contrepartie en trésorerie totale de 203,5 millions de dollars (déduction faite des frais d'émission d'actions de 6,5 millions de dollars), ce qui a réduit la participation de Tourmaline, laquelle est passée de 100 % à 73,9 %, créant du même coup une participation ne donnant pas le contrôle de 26,1 %.

Le 29 juin 2020, Topaz a réalisé un financement par placement privé pour une contrepartie nette totale de 125,8 millions de dollars (déduction faite des frais d'émission d'actions de 3,6 millions de dollars), ce qui a donné lieu à l'émission de 11,7 millions d'actions ordinaires, soit 12,8 % du nombre total d'actions ordinaires en circulation. Le placement privé a réduit la participation de Tourmaline, laquelle est passée de 73,9 % à 64,5 %, créant du même coup une participation ne donnant pas le contrôle de 35,5 % au 30 juin 2020.

Le produit net des placements privés de Topaz du 29 juin 2020 a réduit la dette nette de Tourmaline de 125,8 millions de dollars.

Dividendes

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, la société a versé des dividendes en trésorerie de 0,12 \$ et de 0,24 \$ par action ordinaire, pour un total de 32,5 millions de dollars et de 65,0 millions de dollars, respectivement, contre 0,12 \$ et 0,22 \$ par action ordinaire, pour un total de 32,6 millions de dollars et de 59,9 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. De plus, au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, Topaz a versé un dividende en trésorerie de 0,20 \$ et de 0,40 \$ par action ordinaire, totalisant 16,0 millions de dollars et 32,0 millions de dollars, dont une tranche de 11,8 millions de dollars et de 23,7 millions de dollars a été versée à Tourmaline. Le reliquat a été versé à des investisseurs externes.

Gestion du capital

Pour le reste de 2020, la direction entend continuer de faire un suivi diligent du budget d'investissement et continuera d'ajuster celui-ci selon les flux de trésorerie attendus. C'est pourquoi elle est d'avis que la société dispose de suffisamment de ressources pour financer son programme de prospection et de mise en valeur de 2020. La direction entend maintenir une solide situation financière, facteur qui revêt une grande importance, particulièrement en période de volatilité des prix des marchandises. La méthode de gestion du capital de la société est expliquée à la note 5 d) des états financiers consolidés annuels.

ACTIONS ET OPTIONS SUR ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 29 juillet 2020, la société avait 270 775 559 actions ordinaires et 18 202 734 options sur actions en circulation.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Dans le cadre normal des activités, la société a l'obligation d'effectuer des paiements futurs. Les obligations suivantes représentent des contrats et d'autres engagements qui sont connus et qui ne peuvent être résiliés.

PAIEMENTS EXIGIBLES PAR AN

<i>(en milliers)</i>	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements découlant de contrats de location simple ¹⁾	1 948 \$	3 996 \$	3 933 \$	3 442 \$	13 319 \$
Contrats de transport fermes	497 178	966 792	900 052	3 150 625	5 514 647
Contrats de traitement ²⁾	19 085	34 873	28 603	177 535	260 096
Engagements en matière de capitaux ³⁾	–	18 000	–	–	18 000
Facilité de crédit ⁴⁾	–	–	893 118	–	893 118
Emprunt à terme ⁵⁾	18 735	37 471	967 696	–	1 023 902
	536 946 \$	1 061 132 \$	2 793 402 \$	3 331 602 \$	7 723 082 \$

1) Les engagements découlant de contrats de location simple comprennent les frais d'exploitation variables liés aux contrats de location de bureaux de la société.

2) Compte tenu des engagements en matière de dépenses de traitement et d'électricité.

3) Compte tenu des engagements en matière de dépenses de forage.

4) Compte tenu de charges d'intérêts calculées au taux annuel de 1,97 % soit le taux applicable à l'encours des emprunts sur la facilité de crédit au 30 juin 2020.

5) Compte tenu de charges d'intérêts calculées au taux annuel de 2,02 %, soit le taux fixe applicable à l'emprunt à terme au 30 juin 2020.

ENTENTES HORS BILAN

La société est d'avis qu'elle ne détient aucune garantie ou entente hors bilan qui a, ou qui serait susceptible d'avoir, une incidence réelle ou future sur la situation financière, les résultats d'exploitation, la trésorerie et les dépenses d'investissement de la société.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le conseil d'administration assume l'entière responsabilité de l'établissement et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la société. Il a mis en place un processus visant à assurer le respect des politiques de gestion des risques et en surveille l'application.

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société doit faire face, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites en fonction de la conjoncture des marchés et des activités de la société. Les risques financiers de la société sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, la société avait conclu certains contrats dérivés financiers dans le but de gérer son risque marchandises, son risque de taux d'intérêt et son risque de change. Elle n'utilise ces instruments ni à des fins de transaction ni à des fins de spéculation. La société n'a pas désigné ses contrats dérivés financiers en tant que couvertures comptables efficaces en dépit du fait qu'elle considère que tous les contrats de marchandises constituent des couvertures économiques efficaces. De tels contrats dérivés financiers sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à titre de profit latent ou de perte latente à l'état consolidé du résultat net et du résultat global. Les contrats de la société en cours au 30 juin 2020 sont résumés et présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

La société a conclu des contrats de vente avec livraison physique dans le but de gérer le risque marchandises. Ces contrats sont considérés comme des contrats de vente normaux et ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers consolidés. Les contrats avec livraison physique en vigueur au 30 juin 2020 sont résumés et présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

APPLICATION DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Certaines méthodes comptables exigent que la direction prenne des décisions éclairées relativement à l'établissement d'estimations et à la formulation d'hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. La direction passe régulièrement en revue ses estimations. La communication de nouvelles informations et l'évolution des circonstances peuvent faire en sorte que les résultats réels ou les modifications apportées aux estimations diffèrent sensiblement des estimations actuelles. La note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 traite du recours à des estimations et à des jugements de la société dans l'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances de la société ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »), tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109. Le chef de la direction et le chef des finances de la société ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »), tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109, en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à l'établissement des états financiers, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification apportée aux CPCI ou aux CIIF de la société au cours de la période ouverte le 1^{er} avril 2020 et close le 30 juin 2020 n'a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur les CIIF de la société. Il convient de souligner qu'un système de contrôle, y compris les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, peu importe la qualité de sa conception, peut fournir uniquement l'assurance raisonnable, et non absolue, que ses objectifs seront atteints, et on ne doit pas s'attendre à ce que les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière permettent de prévenir toute erreur ou fraude.

La société suit les directives émises par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans son document intitulé *2013 Internal Control — Integrated Framework*.

RISQUES D'ENTREPRISE ET INCERTITUDES

Tourmaline suit l'évolution de la réglementation gouvernementale en vigueur touchant ses activités et la respecte, bien que la modification des politiques, des règlements ou des mesures fiscales de gouvernements puisse avoir une incidence défavorable sur ses activités d'exploitation. De plus, Tourmaline souscrit une assurance de responsabilité civile et au titre des biens et des pertes d'exploitation jugée suffisante relativement à sa taille et à ses activités, mais la société n'est pas en mesure d'obtenir de l'assurance couvrant tous les risques inhérents à son entreprise ou alors offrant une couverture suffisante pour tous les sinistres possibles.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » figurant dans le présent rapport de gestion et à la rubrique « Facteurs de risque » figurant dans la plus récente notice annuelle de Tourmaline pour en apprendre davantage sur les risques auxquels sont exposées Tourmaline, son entreprise et ses activités.

De plus, et sans s'y limiter, Tourmaline est également exposée aux risques liés aux urgences sanitaires et aux maladies infectieuses, notamment la pandémie de COVID-19, et aux mesures gouvernementales qui en découlent, ce qui a eu une incidence négative sur les conditions financières mondiales et pourrait nuire de façon importante aux activités, à la situation financière et aux résultats d'exploitation de Tourmaline. Tourmaline ne peut prédire avec précision l'incidence que la COVID-19 aura sur sa capacité à réaliser ses plans d'affaires en réponse aux efforts de santé publique des gouvernements visant à juguler la COVID-19 et à obtenir du financement ou sur la capacité de tiers à respecter leurs obligations contractuelles avec Tourmaline, notamment en raison des incertitudes liées à la propagation géographique du virus, à la gravité de la maladie, à la durée

de l'épidémie et à la durée des restrictions visant les voyages et des mesures de quarantaine imposées par les gouvernements ou par les territoires touchés; et la demande future de pétrole et de gaz naturel. Si la prévalence de la COVID-19 continue d'augmenter (ou si les craintes à l'égard de la COVID-19 continuent de s'accroître), les gouvernements pourraient multiplier les règlements et renforcer les restrictions concernant la circulation de la main-d'œuvre ou des produits de même que les interdictions de voyager, et les activités et les fournisseurs de services de Tourmaline, ainsi que la capacité de faire progresser ses projets ou de réaliser son plan d'affaires en cours, pourraient en subir les répercussions. En particulier, l'infection de membres du personnel ou de consultants de Tourmaline par la COVID-19 ou par des agents pathogènes similaires, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les perspectives, les affaires, la situation financière et les résultats d'exploitation de Tourmaline. De plus, les efforts des gouvernements pour enrayer la propagation de la COVID-19 peuvent entraîner des suspensions temporaires ou à long terme, des fermetures ou des perturbations de la production, des installations ou des activités de Tourmaline, avoir une incidence sur les fournisseurs, les clients, les contreparties, les partenaires de Tourmaline et des répercussions sur la chaîne d'approvisionnement de Tourmaline. Ces suspensions, ces fermetures ou ces perturbations peuvent nuire de façon importante aux activités de Tourmaline, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation. Tourmaline est à l'affût de toutes les recommandations des organismes gouvernementaux et des autorités de santé publique compétents en vue d'assurer la continuité de ses activités commerciales en toute sécurité et elle a mis en œuvre des mesures pour que son personnel demeure apte au travail, notamment en adoptant le télétravail dans l'ensemble de l'entreprise, en limitant les voyages d'affaires et les réunions, en fournissant un soutien continu au personnel et en mettant en place des mesures additionnelles visant les activités essentielles pour assurer la continuité des activités. Toutefois, ces mesures et les prescriptions gouvernementales connexes peuvent ne pas être efficaces, et nos salariés, nos consultants ou nos fournisseurs de services peuvent tomber malades et venir travailler infectés, ce qui nécessiterait la fermeture à court ou à long terme des sites ou des installations touchés, perturbant ainsi les activités et (ou) les contrôles internes. Les limites, les réductions ou les arrêts de production visant le pétrole et le gaz naturel, les mesures de distanciation sociale et d'autres entraves touchant les fournisseurs, les clients, les contreparties ou les partenaires de Tourmaline ou ses installations, s'ils se concrétisent, peuvent faire en sorte qu'il soit plus difficile, plus coûteux ou même impossible pour Tourmaline de mener certaines parties de ses activités. Nos communications avec les autorités de réglementation et le renouvellement des permis ou la réception des approbations additionnelles requises pour nos activités, le cas échéant, peuvent être retardés par le fait que le personnel de ces autorités de réglementation est en télétravail ou leurs ressources ont été redéployées pour faire face à la pandémie. Si le contexte macroéconomique continue de s'aggraver au Canada et dans le monde, la demande de pétrole et de gaz naturel et d'autres produits pourrait diminuer considérablement et les participants du secteur, y compris nos fournisseurs, nos clients, nos contreparties ou nos partenaires, pourraient faire face à de graves difficultés financières. En outre, la volatilité accrue des marchés résultant des perturbations économiques et commerciales mondiales en lien avec la pandémie et les mesures visant à l'enrayer ont rendu l'accès aux marchés financiers plus difficile pour les entreprises. Tout ce qui précède peut nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

INCIDENCE DES RÉGLEMENTATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le secteur du pétrole et du gaz naturel est actuellement réglementé en vertu de lois sur l'environnement fédérales et provinciales, qui peuvent toutes de temps à autre faire l'objet d'examen et de modifications de la part des gouvernements. Ces lois prévoient notamment des restrictions et des interdictions en ce qui a trait au déversement, au rejet et à l'émission de diverses substances produites dans le cadre de l'exercice de certaines activités pétrolières et gazières, comme le dioxyde de soufre et l'oxyde de diazote. De plus, ces lois prévoient des exigences en matière de traitement et de stockage des déchets issus des champs pétrolifères, de protection de l'habitat ainsi que de l'exploitation, de l'entretien, de l'abandon et de la restauration de manière adéquate des puits et des installations. Le respect de ces lois peut nécessiter des dépenses importantes, et l'inobservation de ces exigences pourrait se traduire par des suspensions ou des révocations des permis et des autorisations requis, une responsabilité civile de même que des amendes et des pénalités importantes.

Les stimulations par fracturation se déroulent de façon sécuritaire et dans le respect de l'environnement depuis des décennies dans l'Ouest canadien. L'utilisation plus répandue de stimulations par fracturation dans les puits horizontaux requiert une communication accrue entre les intervenants du secteur pétrolier et gazier et un nombre croissant de parties prenantes en matière d'application responsable de cette technologie. L'attention accrue suscitée par les stimulations par fracturation pourrait se traduire par un resserrement de la réglementation ou par des modifications des lois, ce qui pourrait en retour faire en sorte que les coûts liés à l'exercice des activités de la société augmentent ou même qu'elle ne soit plus en mesure de mener ses activités de la façon dont elle le fait à l'heure actuelle. Tourmaline s'efforce d'exercer ses activités de façon transparente, sécuritaire et responsable.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les termes « flux de trésorerie », « revenus nets d'exploitation », « fonds de roulement ajusté » et « dette nette », employés dans le présent rapport de gestion ou dans les documents auxquels il renvoie, désignent des mesures qui ne sont pas reconnues aux termes des PCGR et qui n'ont pas de signification normalisée aux termes des PCGR. Par conséquent, les termes que la société utilise pourraient ne pas être comparables aux mesures portant des noms semblables présentées par d'autres sociétés. La direction utilise les « flux de trésorerie », les « revenus nets d'exploitation », le « fonds de roulement ajusté » et la « dette nette » pour mesurer son propre rendement et pour fournir aux actionnaires et aux investisseurs éventuels une évaluation de l'efficacité de la société et prouver sa capacité de générer la trésorerie nécessaire pour financer une partie de sa croissance à venir ou rembourser sa dette. Les investisseurs sont toutefois priés de prendre note que ces mesures ne doivent pas être considérées comme des mesures de remplacement du bénéfice net établi selon les PCGR en tant qu'indicateur de la performance de la société.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente un sommaire du rapprochement entre les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (selon les tableaux des flux de trésorerie) et les flux de trésorerie :

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (selon les PCGR)	165 857 \$	298 282 \$	507 815 \$	681 402 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	59 320	(71 824)	1 080	(35 702)
Flux de trésorerie	225 177 \$	226 458 \$	508 895 \$	645 700 \$

Revenus nets d'exploitation

Les revenus nets d'exploitation sont calculés par bep et correspondent aux produits tirés des ventes des marchandises, aux primes (pertes) sur les activités de gestion des risques et aux profits réalisés (pertes réalisées) sur les instruments financiers moins les redevances, les frais de transport et les charges d'exploitation, comme il est indiqué ci-après :

<i>(en \$/bep)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Produits, compte non tenu des produits tirés du traitement	16,28 \$	17,37 \$	17,51 \$	21,33 \$
Redevances	(0,42)	(0,63)	(0,51)	(0,92)
Frais de transport	(4,60)	(3,67)	(4,48)	(3,74)
Charges d'exploitation	(3,06)	(3,47)	(3,01)	(3,48)
Revenus nets d'exploitation	8,20 \$	9,60 \$	9,51 \$	13,19 \$

Fonds de roulement ajusté

Le tableau qui suit présente un sommaire du rapprochement entre le fonds de roulement et le fonds de roulement ajusté :

<i>(en milliers)</i>	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Fonds de roulement (négatif)	112 170 \$	(152 987) \$
Juste valeur des instruments financiers – (actif) passif à court terme	(30 878)	10 885
Obligations locatives – court terme	2 153	2 724
Écart de change latent lié au fonds de roulement – (actif) passif	(1 063)	2 703
Fonds de roulement ajusté (négatif)	82 382 \$	(136 675) \$

Dettes nettes

Le tableau suivant présente un sommaire du rapprochement de la dette nette :

<i>(en milliers)</i>	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Dettes bancaires	(1 772 205) \$	(1 619 009) \$
Fonds de roulement ajusté (négatif)	82 382	(136 675)
Dettes nettes	(1 689 823) \$	(1 755 684) \$

PRINCIPALES INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020		2019				2018	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
PRODUCTION								
Gaz naturel (en kp^3)	129 693 070	134 195 958	132 456 603	129 027 017	124 790 550	129 529 098	123 995 544	115 321 116
Pétrole, condensat et LGN (en b)	5 627 083	5 693 802	5 509 543	5 136 598	4 731 375	4 820 850	4 778 286	4 164 796
Équivalent pétrole (en bep)	27 242 595	28 059 795	27 585 644	26 641 101	25 529 800	26 409 060	25 444 210	23 384 982
Gaz naturel (en kp^3/j)	1 425 199	1 474 681	1 439 746	1 402 468	1 371 325	1 439 212	1 347 778	1 253 490
Pétrole, condensat et LGN (en b/j)	61 836	62 569	59 886	55 833	51 993	53 565	51 938	45 270
Équivalent pétrole (en bep/j)	299 369	308 349	299 844	289 578	280 547	293 434	276 568	254 185
INFORMATIONS FINANCIÈRES								
Total des produits tirés des ventes de marchandises et prime (perte) sur les activités de gestion des risques et profit réalisé (perte réalisée) sur les instruments financiers	443 553	524 915	579 588	440 089	443 359	664 301	595 487	496 711
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	165 857	341 958	287 729	205 798	298 282	383 120	329 997	314 191
Par action, après dilution	0,61	1,26	1,06	0,76	1,10	1,41	1,21	1,15
Flux de trésorerie ¹⁾	225 177	283 718	335 856	223 984	226 458	419 242	391 532	287 421
Par action, après dilution	0,83	1,05	1,24	0,82	0,83	1,54	1,44	1,06
Bénéfice net (perte nette)	20 106	(35 812)	61 340	15 750	154 940	87 710	190 895	55 296
Par action, de base	0,07	(0,13)	0,23	0,06	0,57	0,32	0,70	0,20
Par action, après dilution	0,07	(0,13)	0,23	0,06	0,57	0,32	0,70	0,20
Total des actifs	11 239 383	11 106 254	11 180 610	11 043 666	10 836 576	10 924 480	10 732 457	10 429 505
Fonds de roulement (néгатif)	112 170	(165 667)	(152 987)	(149 467)	(159 480)	(272 500)	(228 403)	(411 687)
Fonds de roulement ajusté (néгатif) ¹⁾	82 382	(268 397)	(136 675)	(151 884)	(160 101)	(245 285)	(242 043)	(341 960)
Dépenses d'investissement en trésorerie	140 032	317 614	320 389	384 307	198 179	384 384	395 194	409 919
Dividendes versés	36 663	36 666	32 525	32 620	32 646	27 204	27 304	27 103
Total des actions en circulation (en milliers)	270 776	270 776	270 997	271 827	272 050	272 050	272 043	272 043
DONNÉES PAR UNITÉ DE MESURE								
Gaz naturel (en $\$/kp^3$)	2,41	2,45	2,77	1,89	2,07	3,59	3,13	2,54
Pétrole et LGN (en $\$/b$)	23,24	34,54	38,59	38,24	39,08	41,43	43,40	48,91
Produits (en $\$/bep$)	16,28	18,71	21,01	16,52	17,37	25,15	23,40	21,24
Revenus nets d'exploitation (en $\$/bep$) ¹⁾	8,20	10,79	13,00	9,10	9,60	16,65	15,82	13,15

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

Le secteur de la prospection et de la production de pétrole et de gaz naturel est cyclique. Les principaux facteurs ayant des répercussions sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société sont les niveaux de production et les prix des marchandises, en particulier ceux du gaz naturel.

Sur une base annuelle, la société a enregistré une croissance de la production soutenue au cours des deux derniers exercices. La production annuelle moyenne de la société a augmenté, passant de 265 044 bep par jour en 2018 à 290 865 bep par jour en 2019 et à 303 860 bep par jour pour le premier semestre de 2020. L'accroissement de la production peut être attribué essentiellement aux activités de prospection et de mise en valeur de la société et aux acquisitions de biens productifs.

Les flux de trésorerie de la société se sont établis à 1 303,5 millions de dollars en 2018 et à 1 205,5 \$ en 2019 et devraient s'établir à 1 050,0 millions de dollars en 2020. La diminution des flux de trésorerie en 2019 par rapport à 2018, ainsi que celle des flux de trésorerie prévisionnels pour 2020, s'explique par la chute des prix des marchandises au cours de ces périodes. Les fluctuations des prix des marchandises peuvent avoir une incidence indirecte sur la production attendue puisqu'elles entraînent une variation du montant des fonds pouvant être réinvestis ultérieurement dans les activités de prospection, de mise en valeur et d'acquisition. Les variations des prix des marchandises ont une incidence sur les produits et les flux de trésorerie disponibles pour la prospection et également sur les aspects économiques des projets d'investissement éventuels étant donné que de faibles prix des marchandises peuvent entraîner la réduction du volume des réserves commercialement récupérables. Le programme d'investissement de la société dépend des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès aux marchés financiers.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 juin	31 décembre
<i>(en milliers) (non audité)</i>	2020	2019
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	149 657 \$	– \$
Débiteurs	205 494	259 863
Charges payées d'avance et acomptes	18 140	13 102
Juste valeur des instruments financiers (note 3)	61 920	12 128
Total des actifs courants	435 211	285 093
Actif à long terme	4 447	4 819
Juste valeur des instruments financiers (note 3)	13 876	3 021
Actifs de prospection et d'évaluation (note 4)	556 371	621 656
Immobilisations corporelles (note 5)	10 220 061	10 255 190
Actif au titre du droit d'utilisation (note 6)	9 417	10 831
Total des actifs	11 239 383 \$	11 180 610 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	289 846 \$	412 343 \$
Obligations locatives (note 6)	2 153	2 724
Juste valeur des instruments financiers (note 3)	31 042	23 013
Total des passifs courants	323 041	438 080
Dette bancaire (note 8)	1 772 205	1 619 009
Obligations locatives (note 6)	7 335	8 155
Juste valeur des instruments financiers (note 3)	49 053	25 571
Obligations de démantèlement (note 7)	433 728	321 863
Impôt différé	645 132	801 343
Capitaux propres		
Capital social (note 10)	5 882 163	5 886 977
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	273 050	181 571
Surplus d'apport	298 349	287 410
Résultats non distribués	1 555 327	1 610 631
Total des capitaux propres	8 008 889	7 966 589
Total des passifs et des capitaux propres	11 239 383 \$	11 180 610 \$

Engagements (note 13)

Événements postérieurs à la date de clôture (notes 3, 10 et 15)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
<i>(en milliers, sauf les montants par action) (non audité)</i>	2020	2019	2020	2019
Produits				
Ventes de marchandises attribuables à la production <i>(note 14)</i>	441 901 \$	339 362 \$	967 550 \$	917 379 \$
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques <i>(note 14)</i>	(33 066)	91 869	(56 908)	180 046
Produits liés à la commercialisation <i>(note 14)</i>	4 837	10 207	27 964	12 755
Redevances	(11 375)	(16 194)	(28 304)	(47 817)
Autres produits	6 265	9 309	14 878	16 651
Profit réalisé sur les instruments financiers	34 718	12 128	57 826	10 235
Profit latent (perte latente) sur les instruments financiers <i>(note 3)</i>	(100 776)	39 713	29 136	(23 720)
Total des produits	342 504	486 394	1 012 142	1 065 529
Charges				
Charges d'exploitation	83 308	88 463	166 714	180 628
Frais de transport	125 345	93 635	247 531	194 224
Achats liés à la commercialisation	6 291	9 318	27 810	12 046
Charges générales et administratives	17 099	12 609	33 368	24 756
Paiements fondés sur des actions <i>(note 12)</i>	2 455	3 688	4 887	7 353
Épuisement, amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles <i>(notes 4, 5 et 6)</i>	208 772	202 053	712 298	430 849
(Profit de change réalisé) perte de change réalisée	(26 483)	3 213	(29 874)	5 589
(Profit de change latent) perte de change latente	313	869	(1 063)	2 393
(Profit) sur les acquisitions et les dessaisissements	(87 802)	(4 475)	(122 006)	(6 064)
Total des charges	329 298	409 373	1 039 665	851 774
Résultat des activités d'exploitation	13 206	77 021	(27 523)	213 755
Charges financières	13 310	14 212	29 225	28 475
Bénéfice (perte) avant impôt	(104)	62 809	(56 748)	185 280
Charge (recouvrement) d'impôt différé	(19 917)	(92 097)	(40 427)	(57 301)
Bénéfice net (perte nette) et résultat global avant la participation ne donnant pas le contrôle	19 813	154 906	(16 321)	242 581
Bénéfice net (perte nette) et résultat global attribuables aux actionnaires de la société	26 106	154 940	(15 706)	242 650
à la participation ne donnant pas le contrôle <i>(note 9)</i>	(293)	(34)	(615)	(69)
	19 813 \$	154 906 \$	(16 321) \$	242 581 \$
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(note 11)</i>				
De base	0,07 \$	0,57 \$	(0,06) \$	0,89 \$
Dilué	0,07 \$	0,57 \$	(0,06) \$	0,89 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers) (non audité)</i>	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	5 886 977	\$ 287 410	\$ 1 610 631	\$ 181 571	\$ 7 966 589
Émission d'actions ordinaires de Topaz à la participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	–	–	27 199	101 393	128 592
Frais d'émission d'actions, après impôt sur l'émission des actions ordinaires de Topaz (note 9)	–	–	(1 785)	(982)	(2 767)
Paiements fondés sur des actions	–	4 887	–	–	4 887
Paiements fondés sur des actions inscrits à l'actif	–	3 391	–	–	3 391
Rachat d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat (note 10)	(4 814)	2 661	–	–	(2 153)
Dividendes versés (note 10)	–	–	(65 012)	(8 317)	(73 329)
(Perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	–	–	(15 706)	–	(15 706)
(Perte) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(615)	(615)
Solde au 30 juin 2020	5 882 163	\$ 298 349	\$ 1 555 327	\$ 273 050	\$ 8 008 889

<i>(en milliers) (non audité)</i>	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018	5 909 664	\$ 253 055	\$ 1 380 593	\$ 28 068	\$ 7 571 380
Paiements fondés sur des actions	–	7 353	–	–	7 353
Paiements fondés sur des actions inscrits à l'actif	–	5 734	–	–	5 734
Options exercées (notes 10 et 12)	188	(40)	–	–	148
Dividendes versés (note 10)	–	–	(59 850)	–	(59 850)
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	–	–	242 650	–	242 650
(Perte) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(69)	(69)
Solde au 30 juin 2019	5 909 852	\$ 266 102	\$ 1 563 393	\$ 27 999	\$ 7 767 346

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en milliers) (non audité)	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	20 106 \$	154 940 \$	(15 706) \$	242 650 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Épuisement, amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	208 772	202 053	712 298	430 849
Désactualisation (note 7)	1 100	1 402	2 136	2 747
Charge d'intérêts se rapportant aux contrats de location (note 6)	73	68	112	119
Paiements fondés sur des actions (note 12)	2 455	3 688	4 887	7 353
(Recouvrement) charge d'impôt différé	(19 917)	(92 097)	(40 427)	(57 301)
(Profit latent) perte latente sur les instruments financiers (note 3)	100 776	(39 713)	(29 136)	23 720
(Profit) sur les acquisitions et les dessaisissements (note 5)	(87 802)	(4 475)	(122 006)	(6 064)
Amortissement de l'actif à long terme	186	186	372	374
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	(293)	(34)	(615)	(69)
(Profit) perte de change latent(e)	313	869	(1 063)	2 393
Dépenses liées au démantèlement (note 7)	(592)	(429)	(1 957)	(1 071)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(59 320)	71 824	(1 080)	35 702
Total des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	165 857	298 282	507 815	681 402
Activités de financement				
Émission d'actions ordinaires	–	–	–	148
Rachat d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat (note 10)	–	–	(2 153)	–
Émission d'actions ordinaires de Topaz à la participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	124 980	–	124 980	–
Paiements de loyer (note 6)	(680)	(1 309)	(1 976)	(2 477)
Dividendes versés (note 10)	(36 663)	(32 646)	(73 329)	(59 850)
Augmentation de la dette bancaire	196 571	91 727	147 935	83 375
Total des entrées de trésorerie liées aux activités de financement	284 208	57 772	195 457	21 196
Activités d'investissement				
Prospection et évaluation (note 4)	(1 385)	(9 791)	(3 669)	(24 070)
Immobilisations corporelles (note 5)	(102 508)	(187 990)	(415 053)	(559 735)
Acquisitions de biens (note 5)	(36 139)	(473)	(39 159)	(596)
Produit des dessaisissements (note 5)	–	75	235	1 838
Acquisitions d'entreprises (note 5)	(15 102)	–	(27 072)	–
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'investissement	(145 274)	(157 875)	(68 897)	(120 035)
Total des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(300 408)	(356 054)	(553 615)	(702 598)
Variations de la trésorerie	149 657	–	149 657	–
Trésorerie à l'ouverture de la période	–	–	–	–
Trésorerie à la clôture de la période	149 657 \$	– \$	149 657 \$	– \$

La trésorerie englobe la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

AU 30 JUIN 2020 ET POUR LES TRIMESTRES ET LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2020 ET 2019

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire) (non audité)

Renseignements sur la société

Tourmaline Oil Corp. (la « société ») a été constituée le 21 juillet 2008 sous le régime des lois de l'Alberta. La société exerce des activités d'acquisition, de prospection et de mise en valeur de biens pétroliers et gaziers ainsi que de production de pétrole et de gaz naturel.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne reflètent que la quote-part de la société dans ces activités. La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration en date du 29 juillet 2020.

L'adresse de son siège social est la suivante : Bureau 2400, 525 – 8th Avenue S.W., Calgary (Alberta), Canada, T2P 1G1.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne contiennent pas toutes les informations à fournir dans le cadre d'états financiers annuels complets, et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens et comprennent les comptes de Tourmaline Oil Corp., de Polar Star Canadian Oil and Gas Inc. (« Polar Star »), de Chinook Energy Inc., qui comprend ses filiales détenues à 100 % Storm Ventures International (BVI) Limited et 1542991 Alberta Ltd. (« Chinook ») et de la filiale de Tourmaline Oil Corp. détenue à 64,5 %, Topaz Energy Corp. (« Topaz ») (note 9), et la monnaie fonctionnelle des sociétés est le dollar canadien. Tourmaline Oil Corp. comprend également sa filiale détenue à 100 %, Tourmaline Oil Marketing Corp., dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Les méthodes comptables et les principaux jugements, estimations et hypothèses comptables utilisés dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont conformes à ceux présentés aux notes 1 et 2 afférentes aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Principales sources d'incertitude relative aux estimations

Depuis le 31 décembre 2019, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence défavorable importante sur la conjoncture économique mondiale, qui s'est notamment traduite par une forte baisse de la demande de pétrole laquelle, s'additionnant à d'autres facteurs macroéconomiques, a entraîné une forte volatilité des prix des marchandises de même qu'une incertitude économique accrue.

Une grande incertitude demeure en ce qui a trait à la COVID-19 et à l'ampleur et à la durée de l'incidence qu'elle peut avoir sur la demande des marchandises que la société produit, sur ses fournisseurs, son personnel et les marchés des capitaux mondiaux. À la suite de la baisse importante de la courbe des prix du pétrole à terme, la société a enregistré une dépréciation de 250,0 millions de dollars de son UGT Spirit River pour le trimestre clos le 31 mars 2020 (note 5). D'autres dépréciations, ou reprises de pertes de valeur, sont susceptibles de se produire durant la pandémie en raison de la volatilité accrue des prix des marchandises et de la diminution de l'activité économique mondiale.

En vue de gérer le risque de crédit, la société a resserré son suivi des montants à recevoir de négociants de pétrole et de gaz naturel et de partenaires avec lesquels elle détient conjointement des actifs. Par le passé, la société n'a jamais connu de problèmes de recouvrement auprès des négociants de pétrole et de gaz naturel, étant donné qu'une partie importante de ces créances concernent des acheteurs solvables. Afin de se protéger contre les créances irrécouvrables de la part de partenaires avec lesquels elle détient conjointement des actifs, la société a la capacité de retenir la production en cas de non-paiement et la capacité d'obtenir avant la tenue du projet la quote-part des dépenses d'investissement incombant aux partenaires. La société continue de s'attendre à ce que la plupart de ses créances au 30 juin 2020 soient recouvrables.

La pandémie de COVID-19 est une situation en évolution constante qui continuera d'avoir des répercussions considérables sur notre environnement commercial, nos activités et notre situation financière. La direction ne peut raisonnablement estimer la durée ou la gravité de cette pandémie, ni la mesure dans laquelle les perturbations qu'elle entraîne peuvent avoir une incidence importante sur l'état intermédiaire consolidé du résultat net et du résultat global, l'état consolidé de la situation financière ou le tableau consolidé des flux de trésorerie de la société au cours de l'exercice 2020. Les conséquences directes et indirectes éventuelles du ralentissement de l'activité économique ont été prises en compte dans les estimations et les hypothèses formulées par la direction à la clôture de la période et sont reflétées dans nos résultats, toute modification importante étant décrite ci-dessus.

Gestion du capital

Au cours de cette période d'incertitude, la société s'engage à maintenir la solidité de son bilan et de sa situation financière. Au 30 juin 2020, la société disposait de 149,7 millions de dollars en trésorerie et d'une capacité d'emprunt inutilisée de 1,1 milliard de dollars sur ses facilités de crédit, ces montants étant assortis en totalité de clauses restrictives et n'étant pas directement liés aux variations des réserves de pétrole et de gaz naturel de la société, ce qui protège la capacité d'emprunt de la société des fortes variations des listes de prix des marchandises utilisées pour calculer les valeurs des réserves. Au 30 juin 2020, la société respectait toutes les clauses restrictives et disposait d'une marge de manœuvre aux termes de ces clauses en cas d'une plus grande détérioration des prix des marchandises et d'une augmentation du coût d'emprunt pour lui permettre de traverser cette période d'incertitude, s'il y a lieu. La société croit actuellement qu'elle dispose de liquidités suffisantes au moyen des flux de trésorerie pour réaliser le reste du budget d'investissement de 2020, mais elle continuera de suivre la situation de près et de s'ajuster au besoin.

Depuis que la conjoncture économique a commencé à se ressentir de la pandémie de COVID-19, la société a choisi de cesser le rachat d'actions et de se concentrer sur la liquidité dans ce contexte macroéconomique et de volatilité des prix des marchandises.

2. DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

Plusieurs des méthodes comptables et informations de la société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers que des actifs et passifs non financiers. La juste valeur a été déterminée aux fins d'évaluation ou des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

Tourmaline classe la juste valeur des instruments financiers selon la hiérarchie décrite ci-dessous et en fonction de la quantité de données observables utilisées pour évaluer l'instrument.

Niveau 1 – Données fondées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques à la date de clôture. S'entend d'un marché actif un marché sur lequel les transactions sont conclues à une fréquence et à des volumes suffisants pour fournir de manière continue des renseignements sur les cours.

Niveau 2 – Données autres que les prix cotés sur des marchés actifs visés au niveau 1. Les prix sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement soit indirectement à la date de clôture. Les évaluations de niveau 2 se fondent sur des données telles que les prix cotés sur le marché à terme pour les marchandises et des facteurs ayant trait à la valeur temporelle et à la volatilité, lesquelles données peuvent, dans une large mesure, être observées ou corroborées sur le marché.

Niveau 3 – Les évaluations de ce niveau sont celles dont les données relatives à l'actif ou au passif ne sont pas basées sur des données de marché observables.

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur nature à court terme. La dette bancaire porte intérêt à un taux variable du marché assorti de marges variables et, par conséquent, la juste valeur de marché se rapproche de la valeur comptable. Les instruments financiers de la société ont été évalués selon la hiérarchie des justes valeurs ci-dessus et classés dans le niveau 2.

3. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le conseil d'administration assume l'entière responsabilité de l'établissement et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la société. Il a mis en place un processus visant à assurer le respect des politiques de gestion des risques et en surveille l'application. Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société doit faire face, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites en fonction de la conjoncture des marchés et des activités de la société. Les risques financiers de la société concordent avec ceux qui sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, la société avait conclu certains contrats dérivés financiers dans le but de gérer son risque marchandises, son risque de change et son risque de taux d'intérêt. Ces instruments ne servent pas à des fins de transaction ou de spéculation. La société n'a pas désigné ses contrats dérivés financiers en tant que couvertures comptables efficaces en dépit du fait qu'elle considère que tous les contrats de marchandises et sur taux d'intérêt constituent des couvertures économiques efficaces. Par conséquent, tous ces contrats sont comptabilisés à l'état consolidé intermédiaire de la situation financière à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant constatées à titre de profit latent ou de perte latente à l'état consolidé intermédiaire du résultat net et du résultat global.

La société avait conclu les contrats dérivés financiers suivants au 30 juin 2020¹⁾ :

		2020	2021	2022	2023	Juste valeur (en milliers)
Gaz naturel						
Swaps AECO ²⁾	MBtu/j	14 230	8 102	–	–	(552) \$
	\$ CA/MBtu	1,92 \$	2,20 \$			
Swaps NYMEX	MBtu/j	123 560	60 000	–	–	14 440 \$
	\$ US/MBtu	2,30 \$	2,67 \$			
Swaps PG&E	MBtu/j	10 000	–	–	–	2 252 \$
	\$ US/MBtu	3,56 \$				
Écarts de prix – autres	MBtu/j	41 685	37 500	37 500	37 500	(21 954) \$
	\$ US/MBtu	0,43 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	
Options d'achat (vendeur) ³⁾	MBtu/j	66 336	29 932	–	–	(2 665) \$
	\$ US/MBtu	3,28 \$	3,42 \$			
Pétrole						
Swaps financiers	b/j	11 500	4 250	–	–	48 842 \$
	\$ US/b	47,68 \$	52,26 \$			
Tunnels financiers	b/j	1 000	250	–	–	3 593 \$
	\$ US/b	52,50 \$ –	33,75 \$ –			
		65,48 \$	40,00 \$			
Swaption financière	b/j	–	5 000	–	–	(15 488) \$
	\$ US/b		39,46 \$			
Écarts de prix – condensat	b/j	500	–	–	–	(266) \$
	\$ US/b	(6,00) \$				
Total de la juste valeur						28 202 \$

1) Les volumes et les prix présentés correspondent aux volumes et aux prix moyens pondérés pour la période.

2) Ces transactions ont été conclues par Topaz.

3) Options d'achat européennes aux termes desquelles la contrepartie peut exercer l'option mensuellement un jour donné d'acheter sur le NYMEX ou à l'AECO à un prix déterminé.

La société a conclu les contrats de marchandises dérivés financiers suivants après le 30 juin 2020.

Type de contrat	Quantité	Période	Prix contractuel
Swaps NYMEX	10 000 MBtu/j	D'août 2020 à octobre 2020	1,986 \$ US/MBtu
Swaps NYMEX	40 000 MBtu/j	Novembre 2020	2,36 \$ US/MBtu en moyenne
Swaps NYMEX	20 000 MBtu/j	Décembre 2020	2,78 \$ US/MBtu en moyenne

La société a conclu plusieurs swaps de taux d'intérêt pour les six prochaines années au taux d'intérêt moyen annuel indiqué ci-dessous :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Juste valeur
Taux d'intérêt effectif ¹⁾	1,77 %	1,83 %	1,89 %	2,02 %	2,15 %	1,74 %	
Montant notionnel couvert (en milliers)	741 667 \$	754 167 \$	708 333 \$	539 583 \$	200 000 \$	25 000 \$	(32 501) \$

1) Taux CDOR, exclusion faite des commissions d'acceptation et d'attente.

La société n'a conclu aucun swap de taux d'intérêt dérivé après le 30 juin 2020.

En juin 2020, la Société a dénoué ses contrats de change dérivés et elle a comptabilisé un profit réalisé de 26,1 millions de dollars, lequel est inclus au poste « (Profit de change réalisé) perte de change réalisée » dans les états consolidés intermédiaires du résultat net et du résultat global pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2020 et 2019.

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits latents (pertes latentes) sur les instruments financiers comptabilisés dans les états consolidés intermédiaires du résultat net et du résultat global pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en milliers)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2020	2019	2020	2019
Profit latent (perte latente) sur les instruments financiers – contrats de marchandises	(92 080) \$	38 730 \$	67 123 \$	(23 765) \$
(Perte latente) sur les instruments financiers – swaps de taux d'intérêt	(4 237)	(5 806)	(35 243)	(18 624)
Profit latent (perte latente) sur les instruments financiers – monnaie étrangère	(4 459)	6 789	(2 744)	18 669
Total du profit latent (de la perte latente) sur les instruments financiers	(100 776) \$	39 713 \$	29 136 \$	(23 720) \$

Outre les contrats financiers de marchandises mentionnés précédemment, la société a conclu des contrats de vente avec livraison physique dans le but de gérer le risque marchandises. Ces contrats sont considérés comme des contrats de vente normaux et ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les contrats de marchandises avec livraison physique suivants étaient en vigueur au 30 juin 2020^{1) 5)} :

		2020	2021	2022	2023	2024
Gaz naturel						
Prix fixe ²⁾	<i>kpi³/j</i>	185 297	92 951	12 068	2 068	1 243
	<i>\$ CA/kpi³</i>	2,47 \$	2,69 \$	4,31 \$	3,39 \$	3,39 \$
Écarts de prix – AECO ³⁾	<i>MBtu/j</i>	187 500	139 130	132 500	109 164	50 833
	<i>\$ US/MBtu</i>	(0,75) \$	(0,72) \$	(0,72) \$	(0,77) \$	(0,73) \$
Écarts de prix – Dawn	<i>MBtu/j</i>	45 000	11 164	15 000	10 000	–
	<i>\$ US/MBtu</i>	(0,12) \$	(0,12) \$	(0,09) \$	(0,09) \$	
Écarts de prix – Station 2	<i>kpi³/j</i>	36 163	29 478	20 000	16 658	–
	<i>\$ CA/kpi³</i>	0,09 \$	0,21 \$	0,15 \$	0,22 \$	
Écarts de prix – autres ⁴⁾	<i>kpi³/j</i>	20 000	35 000	35 000	35 842	52 500
	<i>\$ CA/kpi³</i>	0,27 \$	0,06 \$	0,06 \$	0,00 \$	(0,07) \$
Pétrole						
Écarts de prix	<i>b/j</i>	9 913	1 307	–	–	–
	<i>\$ US/b</i>	(7,84) \$	(2,30) \$			

1) Les volumes et les prix présentés correspondent aux volumes et aux prix moyens pondérés pour la période.

2) À l'AECO, à Station 2, à Dawn à Malin, à PG&E, à Ventura et à Hunt.

3) Une partie de ces transactions visant les écarts de prix sont assorties d'un plafond, pour le NYMEX, soit 84,2 Mpi³/j à 4,21 \$ US le kpi³ de 2020 à 2021 et 46,4 Mpi³/j à 4,48 \$ US le kpi³ de 2022 à 2024.

4) Écarts de prix relatifs aux marchés hors AECO.

5) Tourmaline a également conclu un contrat visant la vente de 50 000 MBtu/j au prix établi en fonction du Chicago GDD moins les coûts de transport, un contrat visant la vente de 20 000 MBtu/j au prix établi en fonction du Ventura GDD moins les coûts de transport qui se prolonge jusqu'en 2020, un contrat visant la vente de 5 000 MBtu/j au prix établi en fonction du Chicago GDD moins les coûts de transport qui se prolonge jusqu'en 2023 et un contrat visant la vente de 20 000 MBtu/j qui entre en vigueur en 2020. Tourmaline se réserve le droit de fixer ou de garantir périodiquement les écarts de prix sur chaque marché.

La société a conclu les contrats avec livraison physique suivants après le 30 juin 2020.

Type de contrat	Quantité	Période	Prix contractuel
Écart de prix – pétrole	5 000 M ³ /mois	De janvier 2021 à juin 2021	(2,50)\$ US/b
Prix fixe pour le gaz naturel	10 000 GJ/j	De novembre 2020 à mars 2021	2,48 \$ CA/GJ

4. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

(en milliers)

Au 31 décembre 2019	621 656 \$
Dépenses d'investissement	3 669
Virements aux immobilisations corporelles (note 5)	(33 282)
Acquisitions	1 705
Dessaisissements	(127)
Baux miniers échus	(37 250)
Au 30 juin 2020	556 371 \$

Les actifs de prospection et d'évaluation se composent des projets de prospection de la société pour lesquels les réserves prouvées et probables sont en cours d'établissement, ainsi que des terrains non mis en valeur. Les entrées correspondent à la quote-part revenant à la société des coûts liés aux actifs de prospection et d'évaluation engagés au cours de la période.

Évaluation de la dépréciation

Conformément aux IFRS, la société procède à un test de dépréciation si elle décèle un indice de dépréciation. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, la Société a déterminé qu'il n'y avait aucun indice de dépréciation sur ses actifs de prospection et d'évaluation; par conséquent, elle n'a effectué aucun test de dépréciation.

Au 31 mars 2020, la société avait décelé des indices de dépréciation à l'égard de ses actifs de prospection et d'évaluation en raison d'un recul des dépenses d'investissement prévues découlant d'une baisse des prix des marchandises et, par conséquent, elle a effectué des tests de dépréciation.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif de prospection et d'évaluation excède sa valeur recouvrable. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés en UGT. La société établit la valeur recouvrable comme étant la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Au 31 mars 2020, la société a déterminé que la valeur recouvrable de ses actifs de prospection et d'évaluation excédait la valeur comptable et, par conséquent, aucune dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation n'a été comptabilisée.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût

(en milliers)

Au 31 décembre 2019	15 085 743 \$
Dépenses d'investissement	418 444
Virements depuis les actifs de prospection et d'évaluation (note 4)	33 282
Variation des passifs relatifs au démantèlement (note 7)	89 050
Acquisitions de biens	52 864
Acquisitions d'entreprises	44 627
Dessaisissements	(235)
Au 30 juin 2020	15 723 775 \$

Cumul de l'épuisement, des amortissements et de la dépréciation

(en milliers)

Au 31 décembre 2019	4 830 553 \$
Charge d'épuisement et d'amortissement	423 161
Charge de dépréciation	250 000
Au 30 juin 2020	5 503 714 \$

Valeur comptable nette

(en milliers)

Au 31 décembre 2019	10 255 190 \$
Au 30 juin 2020	10 220 061 \$

Des coûts de mise en valeur futurs de 8 022,2 millions de dollars ont été inclus dans le calcul de l'épuisement au 30 juin 2020 (7 404,4 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Inscription à l'actif des charges générales et administratives et des paiements fondés sur des actions

Pour le semestre clos le 30 juin 2020, des charges générales et administratives d'un montant total de 15,7 millions de dollars ont été inscrites à l'actif et incluses dans les immobilisations corporelles (29,5 millions de dollars au 31 décembre 2019). Les immobilisations corporelles comprennent également des paiements fondés sur des actions hors trésorerie de 3,4 millions de dollars (10,6 millions de dollars au 31 décembre 2019). Aucun coût d'emprunt n'a été inscrit à l'actif et inclus dans les immobilisations corporelles au 30 juin 2020 (3,0 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Évaluation de la dépréciation

Conformément aux IFRS, la société procède à un test de dépréciation à l'égard d'une UGT si elle décèle un indice de dépréciation. Au 30 juin 2020, la société n'a décelé aucun indice de dépréciation à l'égard de ses UGT et, par conséquent, elle n'a effectué aucun test de dépréciation.

Au 31 mars 2020, la société a décelé des indices de dépréciation à l'égard de toutes ses UGT en raison du recul des prix en vigueur et à terme des marchandises et a effectué des tests de dépréciation.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La société établit la valeur recouvrable comme étant la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité s'entend généralement des flux de trésorerie futurs attendus de la production des réserves prouvées et probables estimées par les évaluateurs de réserves tiers de la société et des flux de trésorerie futurs estimés en interne liés aux infrastructures, au besoin. Au 31 mars 2020, la société a recouru à la valeur d'utilité, actualisée à des taux avant impôt variant de 9 % à 12 %, et a évalué en interne ses infrastructures.

Les prix des marchandises de tiers à terme estimés suivants ont été utilisés pour déterminer si la valeur comptable des UGT avait subi une dépréciation au 31 mars 2020 :

Exercice	Pétrole WTI (\$ US/b) ¹⁾	Cours de change ¹⁾	Pétrole brut léger à Edmonton (\$ CA/b) ¹⁾	Gaz naturel AECO (\$ CA/MBtu) ¹⁾
2020	43,07	0,7089	31,04	1,75
2021	50,52	0,7283	46,85	2,20
2022	63,05	0,7450	59,27	2,38
2023	69,10	0,7467	65,02	2,45
2024	72,14	0,7483	68,43	2,53
2025	75,18	0,7500	69,81	2,60
2026	76,82	0,7500	71,24	2,66
2027	78,36	0,7500	72,70	2,72
2028	79,92	0,7500	74,19	2,79
2029	83,15	0,7500	75,71	2,85
Par la suite	+2,0 % par année	0,7500	+2,0 % par année	+2,0 % par année

1) Source : moyenne des prix prévisionnels de ces trois consultants au 1^{er} avril 2020 : GLJ Petroleum Consultants, McDaniel & Associates Consultants, et Sproule Associates.

La société a déterminé que son UGT Spirit River était dépréciée au 31 mars 2020 et a enregistré une charge de dépréciation de 250,0 millions de dollars. Cette dépréciation découle de la baisse importante de la courbe des prix à terme du pétrole. Cette baisse de la courbe des prix du pétrole a entraîné une chute de la valeur actualisée nette des réserves connexes à l'UGT Spirit River. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée dans les autres UGT de la société.

La valeur recouvrable et la charge de dépréciation qui en découle, le cas échéant, des UGT de la société sont sensibles aux variations des taux d'actualisation et des courbes de prix à terme sur la durée de vie des réserves. Les évaluateurs de réserves indépendants évaluent également de nombreuses autres hypothèses financières ayant trait aux taux de redevances, aux charges d'exploitation et aux coûts de mise en valeur futurs, ainsi que plusieurs autres hypothèses non financières qui influent sur le volume des réserves. La direction a examiné ces hypothèses pour le test de dépréciation au 31 mars 2020, mais il convient de noter que toutes les estimations comportent une incertitude.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la société a décelé des indices de dépréciation à l'égard de ses UGT Deep Basin, Spirit River et BC Montney en raison de la diminution des primes liées à la diversification des points de vente de gaz naturel depuis le 31 décembre 2018 et des redevances sur les réserves de la société à la suite de l'établissement de Topaz et a effectué des tests de dépréciation en conséquence. Au 31 décembre 2019, il n'y avait aucun indice de dépréciation à l'égard de l'UGT Topaz. La société a déterminé que les immobilisations corporelles n'avaient pas subi de dépréciation au 31 décembre 2019.

Acquisition d'entreprises

Polar Star Canadian Oil and Gas Inc.

Le 14 février 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Polar Star pour une contrepartie en trésorerie totale de 12,0 millions de dollars, y compris la prise en charge du fonds de roulement. L'acquisition de Polar Star s'inscrit dans le cadre des activités de consolidation de la société dans la zone principale du nord-est de la Colombie-Britannique et permet d'augmenter les terrains mis en valeur et la production, et comprend une station de compression. Les coûts de transaction globaux engagés par la société, soit 0,2 million de dollars, en lien avec cette acquisition ont été passés en charges dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net et du résultat global. L'acquisition a donné lieu à un profit de 34,2 millions de dollars du fait de l'acquisition d'un actif d'impôt différé de 33,8 millions de dollars.

Les résultats d'exploitation de Polar Star sont pris en compte dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la société à partir de la date de clôture de la transaction. La valeur attribuée aux immobilisations corporelles acquises est fondée sur un rapport technique réalisé le 31 décembre 2018 par des ingénieurs indépendants spécialistes des réserves et mis à jour en interne le 14 février 2019 au moyen des réserves prouvées et probables actualisées selon un taux fondé sur le prix qu'aurait payé un intervenant sur le marché ainsi qu'au moyen des données de marché de la zone indiquée à ce moment. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition en tenant compte des justes valeurs indiquées ci-après au moyen de taux d'actualisation fondés sur le prix qu'aurait payé un intervenant sur le marché :

<i>(en milliers)</i>	Polar Star Canadian Oil and Gas Inc.
Juste valeur des actifs nets acquis	
Trésorerie	642 \$
Fonds de roulement	5 598
Immobilisations corporelles	8 666
Obligations de démantèlement	(2 537)
Actif d'impôt différé	33 805
Profit sur l'acquisition	(34 204)
Total	11 970 \$
Contrepartie	
Trésorerie	11 970 \$

Chinook Energy Inc.

Le 21 avril 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Chinook pour une contrepartie en trésorerie totale de 15,1 millions de dollars, y compris la prise en charge du fonds de roulement. L'acquisition de Chinook s'inscrit dans le cadre des activités de consolidation de la société dans la zone principale du nord-est de la Colombie-Britannique et permet d'augmenter les terrains mis en valeur et la production, et les infrastructures, y compris une usine de gaz, une station de compression et un gazoduc. Les coûts de transaction globaux engagés par la société en lien avec cette acquisition, soit 0,4 million de dollars, ont été passés en charges dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net et du résultat global. L'acquisition a donné lieu à un profit de 87,8 millions de dollars du fait de l'acquisition d'un actif d'impôt différé de 81,1 millions de dollars.

Les résultats d'exploitation de Chinook sont pris en compte dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la société à partir de la date de clôture de la transaction. La valeur attribuée aux immobilisations corporelles acquises est fondée sur un rapport technique réalisé le 31 décembre 2019 par des ingénieurs indépendants spécialistes des réserves au moyen des réserves prouvées et probables actualisées selon un taux fondé sur le prix qu'aurait payé un intervenant sur le marché ainsi qu'au moyen des données de marché de la zone indiquée à ce moment. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition en tenant compte des justes valeurs indiquées ci-après au moyen de taux d'actualisation fondés sur le prix qu'aurait payé un intervenant sur le marché :

<i>(en milliers)</i>	Chinook Energy Inc.
Juste valeur des actifs nets acquis	
Fonds de roulement (négatif)	(3 472) \$
Immobilisations corporelles	35 961
Obligations de démantèlement	(4 816)
Dette bancaire	(5 903)
Actif d'impôt différé	81 134
Profit sur l'acquisition	(87 802)
Total	15 102 \$
Contrepartie	
Trésorerie	15 102 \$

Acquisitions et sorties de biens pétroliers et gaziers

Le 1^{er} avril 2020, la Société a acquis des actifs dans la zone East Edson du Deep Basin pour une contrepartie de 35,0 millions de dollars. L'acquisition a donné lieu à une augmentation des immobilisations corporelles d'environ 42,0 millions de dollars, à une augmentation des actifs de prospection et d'évaluation d'environ 1,6 million de dollars et à la reprise de passifs relatifs au démantèlement de 8,6 millions de dollars. Les actifs acquis comprennent un intérêt économique dans des terrains, de la production, des réserves et une installation de traitement du gaz. La société a appliqué à cette acquisition le test de concentration facultatif de l'IFRS 3 et, par conséquent, les actifs acquis ont été comptabilisés à titre d'acquisition d'actifs.

Le 13 août 2019, la société a acquis des actifs dans la zone de Peace River High pour une contrepartie en trésorerie de 175,0 millions de dollars. L'acquisition a donné lieu à une augmentation des immobilisations corporelles d'environ 180,8 millions de dollars, à une augmentation des actifs de prospection et d'évaluation de 8,3 millions de dollars et à la reprise de passifs relatifs au démantèlement de 14,1 millions de dollars. Les actifs acquis étaient un intérêt économique direct supplémentaire dans des terrains, de la production, des réserves et des installations pour lesquels la société possédait déjà un intérêt économique. Dans le cadre de l'adoption anticipée de la modification à l'IFRS 3, la société a appliqué le test de concentration facultatif à cette acquisition et, par conséquent, les actifs acquis ont été comptabilisés à titre d'acquisition d'actifs.

Au total, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, la société a conclu des acquisitions de biens pour une contrepartie en trésorerie de 39,2 millions de dollars (226,7 millions de dollars au 31 décembre 2019). Des acquisitions ont également donné lieu à une contrepartie de 0,1 million de dollars (8,7 millions de dollars au 31 décembre 2019). La société a repris une obligation de démantèlement de 15,3 millions de dollars par suite de ces acquisitions (14,4 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la société a également procédé à des sorties de biens pour une contrepartie en trésorerie totale de 0,2 million de dollars (8,1 millions de dollars au 31 décembre 2019) et une contrepartie hors trésorerie de 0,1 million de dollars (néant au 31 décembre 2019).

6. CONTRATS DE LOCATION

Actifs au titre de droits d'utilisation

(en milliers)

Au 1 ^{er} janvier 2020	10 831 \$
Entrées	473
Amortissement	(1 887)
Au 30 juin 2020	9 417 \$

Obligations locatives

(en milliers)

Au 1 ^{er} janvier 2020	10 879 \$
Entrées	473
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	112
Paiements de loyer	(1 976)
Au 30 juin 2020	9 488 \$

La société loue des locaux pour bureaux, des véhicules et de l'équipement informatique. Les paiements de loyer sont actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal de la société à la conclusion du contrat de location pour calculer l'obligation locative.

7. OBLIGATIONS DE DÉMANTÈLEMENT

Les obligations de démantèlement de la société résultent de ses participations nettes dans des actifs pétroliers et gaziers, notamment des puits, des réseaux de collecte et des installations de traitement. La société estime que le montant total gonflé mais non actualisé des flux de trésorerie nécessaires au règlement de telles obligations est d'environ 550,1 millions de dollars (479,5 millions de dollars au 31 décembre 2019). Il est prévu que certains travaux d'abandon débuteront en 2034. Un taux d'intérêt sans risque de 0,99 % (1,76 % au 31 décembre 2019) et un taux d'inflation de 0,99 % (1,35 % au 31 décembre 2019) ont servi à calculer les obligations de démantèlement. Les obligations de démantèlement au 30 juin 2020 ont fait l'objet d'un ajustement d'environ 82,3 millions de dollars pour tenir compte de la variation du taux d'intérêt sans risque et de l'écart entre la juste valeur actualisée de l'obligation acquise au titre de Polar Star et de Chinook et de la valeur actualisée au moyen du taux d'intérêt sans risque.

(en milliers)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Solde à l'ouverture de la période	321 863 \$	302 750 \$
Obligation contractée	6 778	23 393
Obligation contractée à l'acquisition d'entreprises (note 5)	7 353	14 384
Obligation contractée à l'acquisition de biens (note 5)	15 283	–
Obligation ayant fait l'objet d'un dessaisissement	–	(1)
Obligation réglée	(1 957)	(3 251)
Charge de désactualisation	2 136	5 858
Modification des sorties de fonds estimées futures	82 272	(21 270)
Solde à la clôture de la période	433 728 \$	321 863 \$

8. DETTE BANCAIRE

<i>(en milliers)</i>	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Facilité de crédit renouvelable	825 000 \$	673 963 \$
Dettes à terme	950 000	949 096
Frais d'émission de titres d'emprunt	(2 795)	(4 050)
Dettes bancaires	1 772 205 \$	1 619 009 \$

La société dispose d'une facilité de crédit renouvelable et prorogable de cinq ans non garantie assortie de clauses restrictives auprès d'un consortium bancaire dont les modalités sont énoncées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. La facilité de crédit renouvelable s'élève à 1,8 milliard de dollars et est assortie d'une échéance en juin 2024. La date d'échéance peut être reportée annuellement à la demande de la société et avec le consentement des prêteurs. La facilité de crédit renouvelable comporte une clause d'expansion (« accordéon ») qui permet à la société, sous réserve de l'approbation des prêteurs, d'augmenter le montant de la facilité jusqu'à concurrence de 500,0 millions de dollars en ajoutant une nouvelle institution financière ou en augmentant le montant de l'engagement de ses prêteurs existants. Les prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains et portent intérêt soit au taux préférentiel de la banque agent, soit au taux des acceptations bancaires, soit au TIOL (pour les emprunts en dollars américains), majoré de pourcentages applicables.

Aux termes de la facilité de crédit renouvelable, Tourmaline est assujettie aux clauses restrictives suivantes, sur la base de quatre trimestres consécutifs : i) le ratio du BAIIA ajusté par rapport aux charges d'intérêts doit être supérieur à 3 : 1, et ii) le ratio du total de la dette par rapport au total de la structure du capital ne doit pas dépasser 0,6 : 1. Au 30 juin 2020, le BAIIA ajusté aux fins du calcul des clauses restrictives dont il est question ci-dessus s'est établi à 1 131,8 millions de dollars (1 266,5 millions de dollars au 31 décembre 2019) sur une période continue de quatre trimestres. Au 30 juin 2020, le ratio du BAIIA ajusté par rapport aux charges d'intérêts était de 18 : 1 et le ratio du total de la dette par rapport au total de la structure du capital était de 0,2 : 1. Au 30 juin 2020 et pour le trimestre clos à cette date, la société respectait toutes les clauses restrictives.

La société dispose d'un emprunt à terme de 950,0 millions de dollars auprès d'un consortium bancaire. Les prélèvements sur l'emprunt à terme peuvent être effectués en dollars canadiens ou en dollars américains et portent intérêt soit au taux préférentiel de la banque agent, soit au taux des acceptations bancaires, soit au TIOL (pour les emprunts en dollars américains), majoré de 150 points de base assortie d'une échéance en juin 2024. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance peut être reportée chaque année. Les clauses restrictives s'appliquant à l'emprunt à terme sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la facilité de crédit renouvelable de la société et l'emprunt à terme est de rang égal à celui de la facilité de crédit renouvelable de la société.

La société dispose également d'une facilité de crédit d'exploitation non garantie assortie de clauses restrictives auprès d'une banque canadienne d'un montant de 50,0 millions de dollars. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance de la facilité de crédit d'exploitation de juin 2021 peut être reportée chaque année. Les clauses restrictives sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la facilité de crédit renouvelable. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, aucun prélèvement n'avait été effectué sur la facilité de crédit d'exploitation.

En outre, la société dispose d'une facilité sous forme de lettre de crédit payable à vue de 50,0 millions de dollars auprès d'une banque canadienne. Tourmaline dispose de lettres de crédit en cours de 13,8 millions de dollars (11,6 millions de dollars au 31 décembre 2019), qui sont portées en réduction du crédit disponible aux termes de la facilité de crédit.

Topaz, une filiale de Tourmaline, dispose d'une facilité de crédit d'exploitation garantie assortie de clauses restrictives auprès d'une banque canadienne. En avril 2020, Topaz a augmenté la facilité de crédit d'exploitation à 75,0 millions de dollars et a prorogé l'échéance de la facilité de crédit d'exploitation jusqu'en juin 2022. À l'exception des changements apportés au montant et à l'échéance, la facilité de crédit d'exploitation a été renouvelée selon les mêmes modalités que celles énoncées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. À la demande de la société et avec l'aval des prêteurs, la date d'échéance peut être reportée chaque année. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, aucun prélèvement n'avait été effectué sur la facilité de crédit d'exploitation.

Au 30 juin 2020, la capacité d'emprunt totale de la société se chiffrait à 2,925 milliards de dollars.

Au 30 juin 2020, l'emprunt à long terme en cours de la société se chiffrait à 948,9 millions de dollars et un montant de 823,3 millions de dollars avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable, pour une dette bancaire totale de 1 772,2 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission de titres d'emprunt (1 619,0 millions de dollars au 31 décembre 2019). Le taux d'intérêt effectif s'est établi à 2,52 % pour le semestre clos le 30 juin 2020 (3,30 % pour le semestre clos le 30 juin 2019).

9. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Au 31 décembre 2019, la société détenait une participation de 73,9 % dans Topaz, société énergétique hybride de redevances et d'infrastructure.

Le 29 juin 2020, Topaz a réalisé un financement par placement privé pour une contrepartie nette de 125,8 millions de dollars (déduction faite des frais d'émission d'actions de 3,6 millions de dollars), ce qui a donné lieu à l'émission de 11,7 millions d'actions ordinaires, soit 12,8 % du nombre total d'actions ordinaires en circulation. Le placement privé a réduit la participation de Tourmaline, laquelle est passée de 73,9 % à 64,5 %, créant du même coup une participation ne donnant pas le contrôle de 35,5 %. À la suite de cette transaction, la valeur comptable des actifs nets de Topaz inscrite aux états financiers consolidés intermédiaires résumés s'est élevée à 787,6 millions de dollars.

(en milliers)

Valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle cédée (787,6 \$ x 12,8 %)	100 411 \$
Contrepartie payée par la participation ne donnant pas le contrôle sur l'émission des actions ordinaires de Topaz	125 825
Augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Tourmaline	25 414 \$

Un rapprochement de la participation ne donnant pas le contrôle est présenté ci-dessous.

<i>(en milliers)</i>	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Solde à l'ouverture de la période	181 571 \$	– \$
Quote-part du bénéfice net (de la perte nette) de la filiale pour la période	(615)	416
Dividendes de Topaz versés à la participation ne donnant pas le contrôle	(8 317)	–
Valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle cédée	100 411	181 155
Solde à la clôture de la période	273 050 \$	181 571 \$

10. CAPITAL SOCIAL

a) Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être émises en série.

b) Actions ordinaires émises

<i>(en milliers, sauf les nombres d'actions)</i>	Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde à l'ouverture de la période	270 997 159	5 886 977 \$	272 042 659	5 909 664 \$
Rachat d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat	(221 600)	(4 814)	(1 053 000)	(22 875)
Émises contre trésorerie à l'exercice d'options sur actions	–	–	7 500	148
Surplus d'apport à l'exercice d'options sur actions	–	–	–	40
Solde à la clôture de la période	270 775 559	5 882 163 \$	270 997 159	5 886 977 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 4 juillet 2019, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé l'avis faisant part de l'intention de la société d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat »). L'offre publique de rachat permet à la société de racheter jusqu'à 13 602 507 actions ordinaires, ce qui représente 5 % de ses actions ordinaires en circulation au 30 juin 2019, sur une période de douze mois à compter du 8 juillet 2019. Aux termes de l'offre publique de rachat, des actions ordinaires peuvent être rachetées au cours du marché en vigueur et toute action ordinaire rachetée aux termes de l'offre publique de rachat sera annulée au moment de son rachat par la société. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la société a racheté 0,2 million d'actions ordinaires à un prix moyen de 9,71 \$ l'action ordinaire pour un total de 2,2 millions de dollars. Le surplus d'apport a augmenté de 2,6 millions de dollars, ce qui représente l'excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires sur leur prix de rachat.

Le 15 juillet 2020, la société a renouvelé son offre publique de rachat auprès de la TSX, ce qui lui permet de racheter jusqu'à 13 538 778 actions ordinaires, ce qui représente 5 % de ses actions ordinaires en circulation au 30 juin 2020, sur une période de douze mois à compter du 20 juillet 2020.

Dividendes

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, la société a versé des dividendes en trésorerie de 0,12 \$ et de 0,24 \$ par action ordinaire, pour un total respectivement de 32,5 millions de dollars et de 65,0 millions de dollars, comparativement à 0,12 \$ et à 0,22 \$ par action ordinaire, pour un total de 32,6 millions de dollars et de 59,9 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. De plus, au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, Topaz a versé un dividende en trésorerie de 0,20 \$ et de 0,40 \$ par action ordinaire totalisant 16,0 millions de dollars et 32,0 millions de dollars, dont une tranche de 11,8 millions de dollars et une tranche de 23,7 millions de dollars a été versée à Tourmaline. Le reliquat a été versé à des investisseurs externes.

11. BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le bénéfice (la perte) par action de base attribuable aux actionnaires ordinaires a été calculé comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net (perte nette) et résultat global attribuables aux actionnaires de la société pour la période (<i>en milliers</i>)	20 106 \$	154 940 \$	(15 706) \$	242 650 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base	270 775 559	272 050 159	270 858 022	272 046 678
Bénéfice (perte) par action – de base	0,07 \$	0,57 \$	(0,06) \$	0,89 \$

Le bénéfice (la perte) par action après dilution attribuable aux actionnaires ordinaires a été calculé comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net (perte nette) et résultat global attribuables aux actionnaires de la société pour la période (<i>en milliers</i>)	20 106 \$	154 940 \$	(15 706) \$	242 650 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – après dilution	270 781 052	272 050 159	270 858 022	272 046 678
Bénéfice (perte) par action – après dilution	0,07 \$	0,57 \$	(0,06) \$	0,89 \$

En raison de leur effet antidilutif, 18 214 234 options et 18 360 734 options ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 (19 607 334 options étaient antidilutives pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019).

12. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La société administre un régime d'options sur actions perpétuel aux termes duquel elle peut attribuer aux membres de son personnel des options pouvant viser jusqu'à 23 015 922 actions ordinaires, ce qui représente 8,5 % des actions ordinaires en circulation actuellement. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours moyen pondéré selon le volume des cinq jours précédant la date d'émission des actions de la société à la date d'attribution des options, et la durée maximale de chaque option est de sept ans. Les options sont attribuées tout au long de l'exercice et leurs porteurs en acquièrent les droits à raison de un tiers de leur nombre au premier, au deuxième et au troisième anniversaire de la date d'attribution.

	2020		Semestres clos les	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options sur actions en circulation à l'ouverture de la période	19 148 068	24,94 \$	20 452 467	32,27 \$
Attribution	263 500	11,28	450 250	18,81
Exercice	–	–	(7 500)	19,74
Expiration	(776 000)	39,30	(1 155 000)	52,53
Renonciation	(274 834)	28,65	(132 883)	27,97
Options sur actions en circulation à la clôture de la période	18 360 734	24,08 \$	19 607 334	30,80 \$

Le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la société s'est chiffré à 12,31 \$ pour le semestre clos le 30 juin 2020 (19,22 \$ pour le semestre clos le 30 juin 2019).

Le tableau suivant présente un sommaire des options sur actions en circulation et exerçables au 30 juin 2020.

Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en circulation à la clôture de la période	Durée contractuelle moyenne pondérée restant à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables à la clôture de la période	Prix d'exercice moyen pondéré
9,39 \$ – 16,32 \$	3 654 150	6,17	12,55 \$	19 751	16,03 \$
16,33 \$ – 22,27 \$	4 068 250	5,14	21,48	1 442 469	21,46
22,28 \$ – 26,40 \$	3 928 934	1,53	25,81	3 479 544	26,02
26,41 \$ – 31,55 \$	3 265 700	3,88	27,11	2 442 447	27,34
31,56 \$ – 36,99 \$	3 443 700	2,69	34,54	3 443 700	34,54
	18 360 734	3,89	24,08 \$	10 827 911	28,40 \$

La juste valeur des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2020 a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes et en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes et des valeurs qui en découlent :

	30 juin	
	2020	2019
Juste valeur des options attribuées (moyenne pondérée)	2,51 \$	4,95 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,7 %	1,7 %
Période estimée de détention des options avant leur exercice	5 ans	5 ans
Volatilité attendue	38 %	35 %
Taux de renonciation	1,9 %	1,8 %
Dividende par action	0,48 \$	0,41 \$

13. ENGAGEMENTS

Dans le cadre normal des activités, la société a l'obligation d'effectuer des paiements futurs. Les obligations suivantes représentent des contrats et d'autres engagements qui sont connus et qui ne peuvent être résiliés.

PAIEMENTS EXIGIBLES PAR AN

(en milliers)	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements liés à l'exploitation ¹⁾	1 948 \$	3 996 \$	3 933 \$	3 442 \$	13 319 \$
Contrats de transport fermes	497 178	966 792	900 052	3 150 625	5 514 647
Contrats de traitement fermes ²⁾	19 085	34 873	28 603	177 535	260 096
Engagements en matière de capitaux ³⁾	–	18 000	–	–	18 000
Facilité de crédit ⁴⁾	–	–	893 118	–	893 118
Emprunt à terme ⁵⁾	18 735	37 471	967 696	–	1 023 902
	536 946 \$	1 061 132 \$	2 793 402 \$	3 331 602 \$	7 723 082 \$

1) Les engagements liés à l'exploitation comprennent les frais d'exploitation variables liés aux contrats de location de bureaux de la société.

2) Compte tenu des engagements en matière de dépenses de traitement et d'électricité.

3) Compte tenu des engagements en matière de dépenses de forage.

4) Compte tenu de charges d'intérêts calculées au taux annuel de 1,97 %, soit le taux applicable à l'encours des emprunts sur la facilité de crédit au 30 juin 2020.

5) Compte tenu de charges d'intérêts calculées au taux annuel de 2,02 %, soit le taux fixe applicable à l'emprunt à terme au 30 juin 2020.

14. PRODUITS

La société vend sa production aux termes de contrats à prix fixe et à prix variable. Le prix de transaction des contrats à prix variable est fondé sur le prix de la marchandise, après un ajustement pour tenir compte de la qualité, de l'emplacement ou d'autres facteurs, chaque composante de la formule de prix pouvant être fixe ou variable, selon les modalités contractuelles. Aux termes des contrats, la société est tenue de livrer un volume déterminé de pétrole brut, de liquides ou de gaz naturel à la contrepartie au contrat. Les produits sont comptabilisés lorsqu'une unité de production est livrée à la contrepartie au contrat. Le montant des produits comptabilisés est fondé sur le prix de transaction convenu, toute variabilité des produits liée spécifiquement aux efforts de la société pour livrer la production et, par conséquent, les produits correspondants, étant alloués à la production fournie pendant la période au cours de laquelle la variabilité se produit. Ainsi, aucune limitation ne s'applique aux produits variables.

La vente des marchandises produites est effectuée aux termes de contrats ayant diverses échéances allant jusqu'à six ans. Les produits sont normalement recouverts le 25^e jour du mois suivant la production.

Le tableau suivant présente les ventes de pétrole, de gaz et de LGN de la société, ventilées par source de produits :

(en milliers)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2020	30 juin 2019	2020	30 juin 2019
Gaz naturel				
Ventes attribuables à la production	340 075 \$	166 450 \$	686 549 \$	545 077 \$
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(29 418)	90 168	(49 706)	177 891
	310 657	256 618	636 843	722 968
Pétrole				
Ventes attribuables à la production	21 357	42 398	58 053	82 584
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(1 755)	1 701	(2 020)	2 155
	19 602	44 099	56 033	84 739
Condensat				
Ventes attribuables à la production	45 586	106 328	152 064	202 809
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(1 893)	–	(5 182)	–
	43 693	106 328	146 882	202 809
LGN				
Ventes attribuables à la production	34 883	24 186	70 884	86 909
Produits liés à la commercialisation¹⁾	4 387	10 207	27 964	12 755
Total				
Ventes de marchandises attribuables à la production	441 901	339 362	967 550	917 379
Prime (perte) sur les activités de gestion des risques	(33 066)	91 869	(56 908)	180 046
Produits liés à la commercialisation	4 837	10 207	27 964	12 755
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	413 672 \$	441 438 \$	938 606 \$	1 110 180 \$

1) Les produits liés à la commercialisation se rapportent à la vente de marchandises achetées à des tiers. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, ces achats à des tiers liés à la commercialisation se chiffraient à 6,3 millions de dollars et de 27,8 millions de dollars (9,3 millions de dollars et 12,0 millions de dollars respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019).

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 2 juillet 2020, Topaz a réalisé l'acquisition d'une infrastructure additionnelle auprès d'un tiers sans lien de dépendance. Le prix d'achat s'est établi à 100,0 millions de dollars, compte non tenu des ajustements de clôture habituels.